

<http://www.bfmtv.com/economie/nous-sommes-train-d-envoyer-l-economie-francais-recession-338620.html>

+ Audio France Inter : <http://www.youtube.com/watch?v=Dxkddyk7tx8>

## "Nous sommes en train d'envoyer l'économie française en récession"

Invité au Grand Journal de *BFM Business*, l'économiste et historien Nicolas Baverez met en garde sur l'état de la France. Selon lui, le pays serait en voie d'implosion.

[Diane Lacaze](#)

Le 18/09/2012 à 19:38



Nicolas Baverez ne voit pas la sortie de crise pour bientôt (DR)

*"Au tribunal de l'histoire, il n'y a pas plus d'immunité que d'impunité pour les nations qui s'installent dans le déni. La France est à la veille d'un effondrement majeur"*. Nicolas Baverez, économiste et historien, lance un véritable avertissement dans son nouveau livre *Réveillez-vous !*

Au Grand Journal d'Hedwige Chevrillon sur *BFM Business*, Nicolas Baverez dresse un constat: ***" nous avons un problème de chômage depuis trois décennies, le pire déficit commercial en Europe, un système industriel qui souffre énormément et une société qui se fissure. Pourtant, nous restons dans le déni"***.

D'après cet économiste, la France est le seul des grands pays industrialisés à ne pas avoir fait de coupes dans ses dépenses publiques. Pourtant une augmentation d'impôts a un effet plus récessif que la baisse des dépenses. Cela n'empêche pas le gouvernement d'avoir prévu de mettre *"20 milliards d'euros de hausse d'impôts dont 10 milliards sur les entreprises. Nous sommes en train d'envoyer l'économie français en récession"*.

Pour lui, le premier pas à faire pour régler le problème de finances publiques est d'accepter de parler de compétitivité, de la production. Il faut fournir aux entreprises la possibilité d'investir et d'innover, il faut réconcilier les élites politiques et administratives et les entreprises.

Mais pour cela, il faudrait que la classe dirigeante accepte d'écouter, de discuter et de mettre en place une politique économique claire. Dans son livre, Nicolas Baverez fait un amer constat : *" le choix des dirigeants français depuis trois décennies n'est pas seulement celui du déclin, il est celui du nihilisme, du mépris pour la politique et la démocratie. Ce qui explique aisément l'espace ouvert aux extrémistes et aux populistes"*.

# Charlie Hebdo caricature à nouveau Mahomet

Par [Chloé Woitier](#) Mis à jour le 18/09/2012 à 23:13 | publié le 18/09/2012 à 19:40 [Réactions](#) (499)

## L'hebdomadaire satirique va publier dans son numéro de mercredi des caricatures du prophète dans des positions osées. Le gouvernement craint de nouvelles violences.

Un peu moins d'un an après la publication d'une caricature de Mahomet qui avait conduit à [l'incendie criminel de ses locaux](#), *Charlie Hebdo* récidive. Le nouveau numéro du journal satirique, en kiosque mercredi, contient de nouvelles caricatures qui risquent de faire parler d'elles.

La une met en effet en scène un imam poussé dans sa chaise roulante par un rabbin avec en titre «Intouchables 2: faut pas se moquer!». La traditionnelle rubrique «Les unes auxquelles vous avez échappé», située en dernière page, comporte deux caricatures du prophète nu, dont l'une particulièrement osée. La chaîne d'information en continu i-Télé a décidé de ne pas les diffuser sur son antenne, contrairement à BFMTV.

### Le gouvernement inquiet

La parution de ce numéro inquiète le gouvernement, qui craint de nouvelles violences quelques jours après [une manifestation de salafistes près de l'ambassade américaine](#). La sécurité va être renforcée autour du journal pour éviter tout incident.

«Je suis contre toutes les provocations, surtout dans une période aussi sensible que celle-là», [a commenté le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius](#). Jean-Marc Ayrault a fait savoir mardi soir «sa désapprobation face à tout excès» et appelle à «l'esprit de responsabilité de chacun».

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, a dit «apprendre avec beaucoup d'étonnement, de tristesse et d'inquiétude une publication qui risque d'exacerber l'indignation générale du monde musulman». Dalil Boubakeur regrette «que l'incitation à la haine religieuse ne soit pas réprimée par la loi comme l'est l'incitation à la haine raciale». Le recteur appelle «au calme et à la paix», mais craint «les débordements qui risquent de se produire samedi, [lors des manifestations dans plusieurs villes de France](#), pour protester contre la diffusion du [film \*Innocence of Muslims\*](#)».

Le Conseil français du culte musulman s'est déclaré «profondément consterné» par la publication de ces dessins et «lance un appel pressant aux musulmans de France à ne pas céder à la provocation».

### «Je n'appelle pas les musulmans rigoristes à lire *Charlie Hebdo*»

*Charlie Hebdo* met en avant la liberté d'expression pour expliquer son choix éditorial. «Si on commence à se poser la question de savoir si on a le droit de dessiner ou pas Mahomet, si c'est dangereux ou pas de le faire, la question d'après va être “est-ce qu'on peut représenter des musulmans dans le journal?”, puis “est-ce qu'on peut représenter des êtres humains dans le journal?”», explique à RTL Charb, le directeur de la publication de la revue. «À la fin on ne représentera plus rien, et la poignée d'extrémistes qui s'agitent dans le monde et en France aura gagné.»

«Je n'appelle pas les musulmans rigoristes à lire *Charlie Hebdo*, comme je n'irais pas dans une mosquée pour écouter des discours qui contreviennent à ce que je crois», a encore dit Charb. «Si on reçoit des insultes, c'est parce que *Charlie Hebdo* est sorti du contexte “kiosque” et qu'il a été montré sur Internet et qu'il touche un public plus large que d'habitude».

Les locaux de *Charlie Hebdo* avaient été incendiés en novembre 2011 après la publication d'un numéro baptisé *Charia Hebdo* avec «Mahomet rédacteur en chef». Le journal a perdu dans l'incendie tout son matériel, et a dû déménager dans des nouveaux locaux protégés par la police. Les incendiaires n'ont toujours pas été retrouvés.

- <http://online.wsj.com/article/SB10000872396390444709004577649133348470366.html>
- 
- [OPINION EUROPE](#)
- September 17, 2012, 3:25 p.m. ET

## Putting the ECB's Money Where Its Mouth Is

**Mario Draghi says Europe's problem is currency risk. So why not let investors hedge the risk of a euro breakup directly?**

By [LOUIS-VINCENT GAVE](#)

Mario Draghi has promised to do everything he can to save the euro. And this month, the European Central Bank's president delivered what he thought he could, namely a promise to buy a bunch of government debt. How very 2010—only much more so. **Will writing ever-bigger checks pave the way to euro happiness?** Let me humbly propose another solution, drawn from personal experience.

I moved to Hong Kong from France **in the late 1990s, just as the Asian crisis hit**. Unlike most other Asian countries, Hong Kong did not devalue, preferring to keep the Hong Kong dollar's peg to the U.S. dollar and letting asset prices and wages take the brunt of the necessary adjustment. Between 1997 and 2003, real estate prices fell by 70%, the stock market fell by almost two-thirds, and wages shrank by a quarter. **Hong Kong chose the deflationary path that Italy, Spain and others are now traveling. It was painful, but we got through it.**

But there is one major difference between Hong Kong back then and Southern Europe today, namely that **Hong Kong maintained its own currency.**

And this is where my personal experience comes in. By early 2003, very obvious value was starting to emerge in the Hong Kong real-estate market. So I gathered up my meager savings and, in a decision that gave me a few sleepless nights, decided to buy my first apartment in Hong Kong. The reason for these sleepless nights was not (for once) the bars in Lan Kwai Fong. Instead, I was still worried that the Hong Kong dollar might break its peg to the U.S. dollar. If that happened, half of my savings would be wiped out overnight. Fortunately, a simple market hedge existed: I turned to HSBC and sold four million Hong Kong dollars forward against the U.S. dollar.

**This is what is missing in Southern Europe today. Private-sector capital should be attracted to the easier regulations, cheaper real estate and lower labor costs. Yet instead of rushing into the Mediterranean countries, private-sector capital continues to flee. For who wants to stick around to see his savings halved in one day in the event that the euro breaks apart and national currencies are reintroduced?**



European Central Bank President Mario Draghi.

The ECB's solution to this quandary has been to provide more money to governments. But the fact that some European governments can no longer fund themselves on the market is merely a symptom of the problem. **The real disease is that private-sector capital is afraid to invest in Southern Europe for the long term because of the inherent currency risk.**

So Mr. Draghi should forget about buying government debt and instead start doing what HSBC did for me in 2003.

This is how it could work. Let's imagine that I am thinking of investing €10 million in distressed Spanish real estate, but am worried about Spain leaving the euro. I could turn to the ECB, who would issue a "currency insurance contract" on the proposed €10 million investment. This contract could be priced, for example, by simply taking the difference between Spanish yields and the average yield of euro-zone government debt. Armed with such contracts, the private-sector capital that has fled Southern Europe may well return.

The beauty of such a scheme is that the ECB would actually not be disbursing any money unless a country actually left the euro. Of course, if such a departure did occur, the central bank would have to get the printing presses humming to pay up on the insurance policies that it had sold. But if either Italy or Spain left the euro, does anyone doubt that the ECB would have to print massively anyway? With currency insurance contracts, the massive monetary printing would be conditional and backended.

The current market failure in Europe is apparent enough. **Long-term investors cannot hedge themselves against possible currency devaluations. It is this market failure that the ECB needs to address.** If it did, the private sector could take care of the rest.

**So instead of funding governments with an open check book, the ECB should simply pledge its balance sheet, and its ability to print euros, to a private sector unable to invest today in Southern Europe.** In short, if Mr. Draghi means what he says about "doing whatever it takes to save the euro," then he must shed his banker's pinstripes and don the cloak of an insurance salesman.

*Mr. Gave is CEO of GaveKal, a Hong Kong-based financial-services company.*

NYT September 17, 2012

## Paris Prosecutors Open Inquiry Into Protest at U.S. Embassy

By [NICOLA CLARK](#)

PARIS — The Paris prosecutor’s office confirmed on Monday that it had opened an investigation to identify the organizers of a protest outside the U.S. Embassy over the weekend against an American-made online video mocking the Prophet Muhammad.

A crowd of around 250 people — including dozens of Arab men dressed in traditional galabeya robes and women in face-covering veils — converged on Saturday afternoon on the streets near the embassy, which sits just off of the Place de la Concorde, waving banners, praying on sidewalks and chanting anti-American slogans. The police said the demonstration was unauthorized and was apparently organized through messages sent out via social media and mobile text messages.

According to the police, about 150 people were held for questioning and later released, while one person, a minor, was detained for assaulting a police officer.

Unlike many of the protests of the film that have spread around 20 countries over the past week, the demonstration on Saturday was largely nonviolent and a few minor scuffles were reported as police officers in riot gear arrived to break up the crowd, which spilled out in the direction of the Interior Ministry and the Tuileries Garden.

The French interior minister, Manuel Valls, condemned the protest as “unacceptable,” dismissed the participants as presenting a “caricature of Islam” and barred any further anti-American demonstrations.

“I have issued instructions so that this does not happen again,” Mr. Valls told [France 2](#) television on Sunday. “Any incitement to hatred must be fought with the greatest firmness.”

**An estimated five to six million Muslims live in France, about 10 percent of the population.**

The rector of the Grande Mosque in Paris, [Dalil Boubakeur](#), who last week called on French Muslims to resist the anti-Islam “provocation” of the film, “Innocence of Muslims,” said Sunday in a radio interview that demonstrations against the film were “**counterproductive.**” (???)

NYT September 18, 2012

## The America of the Arab Street

By ED HUSAIN

“Obama, Obama, we are all Osama” the crowd chanted outside the U.S. Embassy in Cairo on Sept. 11. The slogan also found its way to Tunis, where a mob attacked the embassy as well, and the chant was taken up in Qatar and other Muslim countries.

Why? What happened to the liberal youth of the Arab world in whom we invested our hopes and support? **Why are Muslims so sensitive, so easily offended; why do some so readily resort to violence?**

The liberal protesters who demanded freedom and democracy last year were able to unite and overthrow dictators in Tunisia and Egypt. But their failure to explain what their liberalism stands for has opened the way for a new, Islamist-oriented power elite that capitalizes on old lies and half-truths to twist religion and history to manipulate the masses.

The leaders of nascent democracy-oriented political parties in the Arab world’s most politically vibrant country, Egypt, are hobbled by egotistical rivalries, a lack of centralized leadership, urban elitism and an inability to connect with rural majorities. Secular luminaries like Mohamed ElBaradei, former director of the International Atomic Energy Agency, or Naguib Sawiris, a prominent businessman and politician, are not at ease in the new Egypt. As their political parties struggle to articulate a message, Islamist leaders with strong religious credentials have been able to mobilize a broad popular base.

**Arab societies remain deeply religious. In liberal Morocco, 89 percent of the people say that religion is “very important” in their lives, according to a recent Pew poll.** Mosques are packed every Friday; religious events promote widespread charity, and believers are encouraged to support candidates who are perceived to be more godly. But there is a deeper problem that goes well beyond the popular appeal of Islamist parties: **A cancerous narrative has taken hold of many Arab minds.**

**In Egypt, 75 percent of Muslims do not believe that Arabs carried out the 9/11 attacks, according to a 2011 Pew poll.** Many believe that it was either Israel, the U.S. government, or both. The West is viewed through a hodgepodge of conspiracy theories, half-truths and a selective reading of history.

When I met Muhammad Mahdi Akef, the influential former leader of the Muslim Brotherhood, in April 2011, he insisted that Al Qaeda was a figment of the Western imagination. The idea that it doesn’t exist, that the United States attacked itself, is buttressed by preachers in mosques, on satellite television channels and in glossy Arabic books.

**The United States and the West are widely seen as waging a war on Muslims.** Al Qaeda videos promote this vision as a continuation of the Crusades. Many Muslims recall incidents of perceived hostility in their own lifetime — the wars in Iraq and Afghanistan; the abuses at Abu Ghraib prison and Guantánamo Bay; the **banning of minarets in Switzerland; the outlawing of face veils in France;** NATO troops burning copies of the Koran in Afghanistan. **In this vein, the recent anti-Islam film confirms the belief that the West is out to destroy Islam.**

In most Arab countries, citizens require government permission to produce films. For many Arabs, it is inconceivable that U.S. citizens are not under the same controls. [The attacks on U.S. embassies](#) after the release of the offensive video “Innocence of Muslims” on YouTube must be seen in this context.

When I watch *Al Jazeera Arabic* I am stunned by unchallenged references in talk show interviews to the “American Zionist plan” or “the American enemy” or the “ally of the Zionist entity.” **Attacking the United**

**States has become part of the political culture in much of the Middle East.** To challenge it is to be labeled a “sellout,” a “traitor” or a “Zionist agent” and to court social isolation.

And yet on the streets of Arab capitals, McDonald’s, Starbucks and other American brands remain hugely popular — as are American clothes, technology and television shows and films. **The same U.S. embassies that were attacked were surrounded almost daily by long lines of people applying for visas to enter the United States.** There are almost 50,000 Saudi students in American universities. Tens of thousands more from across the region are vying to do the same.

On the day that the protests broke out in Egypt and Libya, I was in the Library of Congress in Washington. Founded in 1800, its main reading room has a magnificent dome with dedications to world civilizations — Islamic civilization prominent among them — to which the United States is indebted. A two-volume English translation of the Koran, donated by Thomas Jefferson, is preserved in the library. In 1805, President Jefferson invited the Muslim ambassador from Tunisia to the White House for an iftar meal to break the Ramadan fast.

**Today, America’s Muslims are freer and more prosperous than Muslims in any other part of the world. Their daily lives show that the narrative about a U.S.-Islam war is a myth.**

The Arab world is at an important crossroads. It is time to abandon this false narrative. Not enough has been done to educate Arab and Muslim religious leaders in the Middle East about the reality of religious freedom in America. Their misunderstanding of liberty leads to their silence — or worse, incitement.

A U.S. invitation to Ali Gomaa, Egypt’s grand mufti, Sheik Ahmed al-Tayyib, grand imam of Al-Azhar, or Saudi Arabia’s popular Sheik Salman al-Awdah as guests of the American people at the president’s State of the Union address in Congress would help demonstrate a different America to young, religious Arabs. These clerics, and others like them, command the support of millions. We can create a new narrative.

The United States can also help by being seen to be a fair arbitrator of the Arab-Israeli conflict. Better relations with some 300 million Arabs strengthens U.S. influence, and helps more than 7 million Israelis, too.

No country has as much soft power at its disposal in the Arab world as does the United States. A new generation of Arabs deserve a better future than following the madness of those who shout “Obama, Obama, we are all Osama.”

*Ed Husain is a senior fellow for Middle Eastern Studies at the Council on Foreign Relations.*

<http://opinionator.blogs.nytimes.com/2012/09/17/libya-violence-and-free-speech/?ref=global-home&pagewanted=print>

NYT September 17, 2012, 9:00 pm

## Libya, Violence and Free Speech

By [STANLEY FISH](#)

Back when Salman Rushdie was made the object of a fatwa because his book "The Satanic Verses" was regarded by many Iranians as a blasphemy against the prophet, I went to a conference where a panel discussion was devoted to Rushdie's situation. A member of the audience raised his hand and, without a trace of irony, asked, **"What's the matter with those Iranians? Haven't they ever heard of the First Amendment?"**

The implication was that if they had heard of it and read it and gotten its message, **they would have understood that you don't target or attack people because of what they have written; you don't respond to words, however harsh and wounding you take them to be, as if they were physical blows.** Now, in the wake of the events in Libya, the same kind of thing is being said by American politicians and commentators. If you're listening to the radio and tuning in to the cable news shows, you're hearing any number of people (including Secretary of State **Hillary Rodham Clinton**) declare, first, that of course the video vilifying Islam is reprehensible and, second, that nevertheless nothing can justify the eruption of **"senseless violence."**

"Senseless" means without reasons, and **the assumption is that it can't be a reason to set a consulate on fire that someone in the consulate's home country made a movie saying nasty things about your religion.** After all, if your religion is worthy and strong it will survive a malicious representation of it. **And besides, an assault on your religion is not an assault on you; it's not personal.** This is the point made by the Florida pastor Terry Jones, who insists that the video (with which he is associated in some way not yet specified) was "not designed to attack Muslims, but to show the destructive ideology of Islam." **In other words, we're not attacking you, just some of the ideas you hold, an assertion that makes sense if you think that your religion is just an add-on to your essential personhood, like the political party you belong to or the football team you root for.**

**That is the view of religion we inherited from John Locke and other "accommodationist" Protestants, Protestants who entered into a bargain with the state: allow us freedom of worship, don't meddle in our affairs and we won't meddle in civic matters or attempt to make public institutions reflect theological doctrines.** In his **Letter Concerning Toleration**, **Locke** is eloquent when he explains how this parceling out of the world into two distinct spheres - **a private sphere and a public sphere** - will put an end to the violence that is likely to occur when religious imperatives stray from their proper home in the heart and the chapel (or mosque or synagogue) and insist on ordering every aspect of life. **If church and state will "each of them contain itself within its own bounds, the one attending to the worldly welfare of the commonwealth, the other to the salvation of souls, it is impossible that any discord should have happened between them."**

Those who buy into this division of labor and authority will themselves be bifurcated entities. In their private lives they will live out the commands of their religion to the fullest. In their public lives - their lives as citizens - they will relax their religious convictions and display a tolerance they may not feel in their heart of hearts. **We give witness to this dual identity when we declare, in fidelity to the First Amendment, "I hate and reject what you say, but I will defend to the death your right to say it."**

It hardly needs pointing out that the protesters in Libya and Egypt won't say that - not, however, because they don't understand the First Amendment or the firewall that should separate religion from civil life or the distinction between one's identity as a citizen and one's identity as a believer or the difference between words and blows, but **because they reject all four and, indeed, regard them as evil. In their eyes, a religion that confines itself to the heart and chapel, and is thus exercised intermittently while the day's business gets done, is no religion at all. True religion does not relax its hold when you leave the house of worship; it**



**commands your allegiance at all times and in all places.** And the "you" whose allegiance it commands is not divided into a public "you" and a private "you"; it is the same at home as it is when abroad in the world.

And since for them religion is not an internal, privatized matter safe from the world's surfaces, but an overriding imperative that the world's surfaces should reflect, a verbal or pictorial assault on their religion will not be received as an external and ephemeral annoyance, as a "mere" representation; it **will be received as a wounding to the heart, as a blow, and as a blow that is properly met by blows in return.** No "sticks and stones will break my bones but names will never hurt me" for them.

**So the entire package of American liberalism - the distinction between speech and action, the resolve to protect speech however distasteful it may be, the insistence that religious believers soften their piety when they enter the public sphere - is one the protesters necessarily reject.** When they are told that the United States government had no part in the production of the video and deplors its content, educated Libyans and Egyptians reply (reporters tell us), "Well, if they think it's bad and against their values, why didn't they stop it or punish those who produced it?" The standard response is that we Americans don't suppress or penalize ideas we regard as wrong and even dangerous; in accordance with the First Amendment, we tolerate them and allow them to present themselves for possible purchase in the marketplace of ideas.

But that means that protecting the marketplace by refusing to set limits on what can enter it is the highest value we affirm, and we affirm it no matter what truths might be vilified and what falsehoods might get themselves accepted. **We have decided that the potential unhappy consequences of a strong free speech regime must be tolerated because the principle is more important than preventing any harm it might permit.** We should not be surprised, however, if others in the world - most others, in fact - disagree, not because they are blind and ignorant but because they worship God and truth rather than the First Amendment, which not only keeps God and truth at arm's length but regards them with a deep suspicion.

09/18/2012 03:08 PM

**The World from Berlin****Ban on Film Would Be a 'Victory for Extremists'**

Germany is considering forbidding a far-right party from publicly screening the anti-Islam film "Innocence of Muslims" in Berlin in November. **But editorialists in the country say a ban would be wrong because it would play into the hands of extremists on all sides.**

The German far-right party Pro Deutschland has said it plans a public screening of the anti-Islam film "Innocence of Muslims" in November, [prompting fears](#) that the event could trigger violence in Germany.

**The issue has prompted a heated debate in the country, and Chancellor Angela Merkel said on Monday the film should not be shown if it endangered public safety. "I can imagine that there are good reasons for this," she said, adding that a ban on the public screening was currently being considered.**

**Religious blasphemy was a crime in Germany until 1969, when the law was changed.** At present, acts of blasphemy are only deemed criminal if they could disrupt public peace.

On Tuesday, **most German media commentators said that** even though the 14-minute film is disgusting rubbish, **its screening should not be prohibited because it would breach the right to freedom of expression.**

Conservative daily **Die Welt** writes:

"The little right-wing populist party Pro Deutschland wants to screen in a Berlin cinema the abusive video about the Prophet Muhammad that thousands of religious extremists in the Islamic world have seized on to storm American embassies and kill US diplomats. **Is this event a good idea? A clear no. Is the presentation nonetheless legitimate? A clear yes.**

"Freedom of art also extends to kitsch and propaganda. **Everything else leads to state or self-censorship."**

"Those who had hoped that the North African countries would find their way towards secular societies after their democratic spring have been proven wrong for now. In almost all the newly organized Arab states, Islamists are on the advance, the governments are weak, the state's monopoly of power doesn't exist yet or is too weak. At present there's hardly anybody to stand in the way of those who want to demonstrate religious totalitarianism there."

Center-left daily **Süddeutsche Zeitung** writes:

"One looks at these 14 minutes and wants to vomit. One is disgusted at the sleazy tone and the cheap production of the film that portrays Muhammad as a violent criminal driven by his urges. One is even more disgusted at the cynical motivations of the producers and distributors from the worldwide network of Christian hate preachers. They wanted to light a fire. They wanted to unleash their own hatred in order to provoke and mobilize hatred on the other side so that the world can see what violent thugs the Others are. It worked. Now embassies are on fire, people are dying, militant Muslims are being given a free hand. One wants to vomit again: because it is a sign of the times and not just an aberration."

The newspaper said it could understand why Chancellor Angela Merkel said she saw "good reasons" for a ban on the public screening of the film, but said "a ban won't help. ... The film itself avoids criminal content. It is disgusting in that it conveys primitive content -- **but being primitive and hate-filled isn't a crime.** And the fact that it could disrupt order is also unlikely to be sufficient grounds for a ban -- **the feared riots mustn't determine the limits of freedom of opinion."**

"Banning the film would give the handful of Pro Deutschland activists the opportunity to portray themselves as martyrs for freedom of opinion -- and to be proved right in court in the end."

Business daily **Financial Times Deutschland** writes:

**"If the German authorities bow to the Islamists and forbid the presentation of the film for fear of riots it would be a victory for the extremists.**

"We can't prevent Islamists taking power in ever more Arab countries, even if we didn't expect democracy in the region to turn out like that. **But we can and must prevent Islamists in Europe from influencing political decisions.** The screening of 'Innocence of Muslims' should only be forbidden if this rubbish clearly breaches German law."

Mass-circulation daily **Bild** writes:

"Should the anti-Islam video that has caused outrage across half the world be banned here in Germany? The answer must be: NO!"

"This is about freedom of opinion in our country. About what may be the most important foundation of our democracy. It is such a valuable asset that it mustn't be touched under any circumstances."

"Burning flags and stormed embassies mustn't sway us from this stance. **We may live in the year 2012 with fanatical and extremist Islamists. But centuries divide us in our minds.**"

--*David Crossland*

**URL:**

- <http://www.spiegel.de/international/world/german-press-commentaries-on-calls-for-ban-of-innocence-of-muslims-a-856504.html>

## Droit de vote des étrangers : le chiffon rouge

LE MONDE | 18.09.2012 à 15h11 • Mis à jour le 18.09.2012 à 16h32

Par Editorial



De gauche, et fiers de l'être, 75 députés socialistes viennent donc de **relancer**, dans ces colonnes, le débat sur le droit de vote des étrangers aux élections locales. A leurs yeux, il n'est plus question de **tergiverser** devant cette promesse réitérée depuis trente ans et sans cesse reportée.

De fait, en 1981, François Mitterrand l'inscrit dans ses 110 propositions, avant de **enterrer** durant deux septennats. En 2000, l'Assemblée nationale, alors dominée par la gauche, adopte une proposition de loi en ce sens, mais le premier ministre, Lionel Jospin, renonce à la **transmettre** au Sénat. Le 8 décembre 2011, le Sénat, désormais à gauche, adopte à son tour une proposition de loi accordant ce droit aux étrangers non communautaires, à l'instar de celui dont bénéficient déjà les ressortissants de l'**Union européenne**.

Lors de sa campagne présidentielle, enfin, **François Hollande** en a fait l'un de ses 60 engagements. Il suffirait donc que le texte voté par le Sénat l'an dernier soit transmis à l'Assemblée pour que cette **réforme** aboutisse, plaident les promoteurs de cette initiative. Et qu'elle puisse être effective lors des municipales de 2014.

Rien n'est moins sûr. Pour des raisons de fond, de forme et d'opportunité. Sur le fond, les partisans de cette réforme plaident que *"les étrangers, qui contribuent à la vie locale, notamment par l'impôt, sont placés en situation d'invisibilité **politique**"*. Le droit de **participer** aux élections municipales favoriserait donc leur intégration dans la communauté française et leur implication dans la vie publique. La République est assez forte pour **faire** ce choix de confiance, plutôt que de céder aux peurs attisées par la droite et l'extrême droite.

On veut le **croire**. Mais les arguments contre une telle extension du droit de vote ne peuvent être écartés d'un revers de main. **Selon l'article 3 de la Constitution, "sont électeurs tous les nationaux français majeurs..."**. **Accorder le droit de vote aux étrangers remettrait donc en cause ce principe cardinal qui lie la citoyenneté et la nationalité.**

L'obstacle de forme n'est pas moindre. Pour la raison que l'on vient d'évoquer, **cette réforme impose une modification de la Constitution**. Cela suppose soit un vote favorable des trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès, hors d'atteinte pour la gauche, soit un référendum dont on peut **douter**, dans l'état actuel du pays et des esprits, qu'il soit favorable. Le risque de l'échec est donc évident, comme celui de **creuser** ensuite un peu plus le fossé entre la France et les étrangers qui vivent sur son sol.

Quant à l'opportunité, elle est douteuse. Alors que le pays doit **faire** face à une inquiétante crise économique, la relance de cette polémique peut **donner** aux Français le sentiment que la majorité cherche des diversions. Elle place, en outre, en porte-à-faux un président de la République qui traverse une passe délicate. Elle offre enfin, comme on l'a vu immédiatement, un parfait cheval de bataille à la droite.

On pourrait **souhaiter** meilleure façon de **convaincre**.

# Hollande au Louvre: un plaidoyer pour l'Islam

Le Figaro Par [Eric Bietry-Rivierre](#) Mis à jour le 18/09/2012 à 18:15 | publié le 18/09/2012 à 17:08 [Réactions](#) (45)



Le président de la République a inauguré mardi matin les espaces du Louvre créés sous la cour Visconti par le duo d'architectes Ricciotti-Bellini. Crédits photo : GONZALO FUENTES/REUTERS

**Visitant les nouveaux espaces du Louvre dédiés aux arts arabo-andalous, mamelouks, ottomans et persans, le président de la République s'est insurgé contre «le fanatisme qui se réclame de l'Islam».**

«L'honneur des civilisations islamiques est d'être plus anciennes, plus vivantes et plus tolérantes que certains de ceux qui prétendent abusivement aujourd'hui parler en leur nom. Il est l'exact contraire de l'obscurantisme qui anéantit les principes et détruit les valeurs de l'Islam en portant la violence et la haine.» Avant de visiter, mardi matin les nouveaux espaces du Louvre dédiés aux collections arabo-andalouses, mameloukes, ottomanes et persanes du musée, **le président de la République s'est livré à un vibrant plaidoyer pour ces cultures.** Alors qu'[un film anti-islam](#) réalisé aux États-Unis provoque depuis plusieurs jours une vague d'indignation et de violences anti-Occident dans le monde musulman, et **qu'à deux pas du Louvre, entre 200 et 250 personnes avaient pris part samedi à une manifestation illégale ciblant l'ambassade américaine, François Hollande a soutenu que «les meilleures armes pour lutter contre le fanatisme qui se réclame de l'islam se trouvent dans l'Islam lui-même».**

[Il en a tenu pour preuve les 3000 objets](#) qui seront accessibles au public à partir de samedi, dans 3000 m<sup>2</sup> créés par Ricciotti-Bellini, aile Denon, sous la cour Visconti. Disposés dans vitrines thématiques et chronologiques ils embrassent douze siècles (du VIIe au XVIIIe) et concernent une zone géographique immense, de l'Espagne à l'Inde.

Dans cet écrin de béton noir surmonté d'une spectaculaire verrière mordorée, le président s'est notamment arrêté devant une boîte en ivoire, la pyxide d'al-Mughira. Elle a été ciselée en Espagne, en 968. Elle n'est haute que de sept centimètres et est ornée de 69 personnages. Ainsi a-t-il noté «dans l'Islam les inspirations interprètent de façons diverses l'interdit de la représentation». Dans la même vitrine, il a également admiré une aiguière en cristal de roche réalisée en Égypte au XIe siècle et incluse dans le trésor de Saint-Denis dès 1152, ainsi qu'un paon en bronze de 972 où figurent côte-à-côte des inscriptions en latin et en arabe. «Voilà qui nous rappelle que les civilisations ne sont pas des blocs qui s'ignoraient ou se heurtaient. Elles progressent par leur rencontre, par leur dialogue.»

## Entouré de mécènes

Dans l'espace inférieur il s'est arrêté devant le Baptistère de Saint-Louis, «une création mamelouke qui a servi pendant des siècles aux baptêmes des enfants royaux de France». «Ainsi des monarques de droit divin ont baigné dans des œuvres islamiques et nous ne le savions pas! Ce chef-d'œuvre témoigne, lui aussi, de cette origine parfois commune entre l'Europe chrétienne et les cultures de l'Islam.» Comme toutes les autres pièces du département des arts de l'Islam, il a fait l'objet d'une restauration. Le président s'en est félicité. Sensible au patrimoine, il avait martelé quelques instants plus tôt, au pied de la *Victoire de Samothrace* que «partout dans le monde, quand le patrimoine est saccagé, nous serons là». Notamment «pour lutter contre les groupes mus par

l'insondable bêtise qui rend chaque civilisation vulnérable. Je pense aux destructions récentes des mausolées de Tombouctou».

Lors de la visite, effectuée après celle de Jacques Chirac (dimanche) et avant celle de Jean-Marc Ayrault (dans la soirée), il était accompagné de sa compagne [Valérie Trierweiler](#), d'Henri Loyrette le président du Louvre, de Sophie Makariou en charge du Département, de plusieurs ministres dont celui de la Culture [Aurélie Filippetti](#) et de certains des prédécesseurs de cette dernière, Jack Lang, Jean-Jacques Aillagon, Renaud Donnedieu de Vabres et Christine Albanel.

François Hollande était également entouré de mécènes tels le prince saoudien al-Walid ben Talal (17 M€) et le président azerbaïdjanais Illham Aliev. L'émir du Koweït et le sultan d'Oman étaient représentés. Tout comme le roi Mohammed VI du Maroc qui a apporté 15 M€. Le nouvel équipement a coûté à 100 millions d'euros. Il n'a été financé qu'à 57% par la France. Trois groupes français, la fondation Total (6 M€), Lafarge (4,5 M€) et Bouygues Construction (1 M€), se sont également engagés. «Le Louvre, musée universel, n'a ni frontières ni limites. Sauf peut être financières», a conclu François Hollande. Une manière de prévenir Henri Loyrette et ses équipes que, malgré leurs efforts, ils doivent s'attendre à des restrictions. Dehors, aux Tuileries, la CGT culture manifestait.

Rede Frankfurt am Main | 18.09.2012

**Dr. Jens Weidmann Präsident der Deutschen Bundesbank**

## **Begrüßungsrede**

Begrüßungsrede anlässlich des 18. Kolloquiums des Instituts für bankhistorische Forschung (IBF) Papiergeld – Staatsfinanzierung – Inflation. Traf Goethe ein Kernproblem der Geldpolitik?

### **1 Begrüßung**

Sehr (...) geehrte Damen und Herren.

Ich freue mich sehr, Sie heute in der Hauptverwaltung in Hessen der Deutschen Bundesbank begrüßen zu können. Die hohe Teilnehmerzahl zeigt, dass das Institut für bankhistorische Forschung (IBF) ein sehr zugkräftiges Thema für das Kolloquium gefunden hat.

Mit „**Papiergeld – Staatsfinanzierung – Inflation. Traf Goethe ein Kernproblem der Geldpolitik?**“ ist die heutige Veranstaltung überschrieben.

Diese im Titel gestellte Frage könnte ich nun schlicht mit Ja beantworten. Denn Goethe hat in der Tat bereits vor ca. 180 Jahren das Kernproblem der heutigen, auf Papiergeld fußenden Geldpolitik analysiert und in unnachahmlicher Weise literarisch festgehalten.

Ich möchte mich zwar kurz zu fassen, aber um dem Anlass und dem Thema gerecht zu werden, will ich es nicht bei einem schlichten Ja belassen, sondern im Folgenden noch etwas näher auf den Themenkomplex des heutigen Kolloquiums eingehen.

### **2 Geld und Geldschöpfung**

Ich möchte mit einer Frage beginnen, die auf den ersten Blick trivial, damit aber erfahrungsgemäß besonders schwierig ist: Was ist eigentlich Geld? Eine prägnante Antwort aus ökonomischer Sicht lautet: Geld ist, was Geldfunktionen erfüllt.

Da Geld über seine Funktionen definiert wird, sind ganz verschiedene Dinge grundsätzlich geeignet, als Geld zu fungieren, solange sie als Tauschmittel, als Zahlungsmittel und als Wertaufbewahrungsmittel genutzt werden können.

In einigen Ländern wurden früher z. B. Muscheln als Geld verwendet, gleiches gilt für Felle, Salze oder Perlen. Auch Nutzvieh konnte als Geld dienen – das lateinische Wort für Vieh lautet „pecus“, von dem sich „pecunia“ für Geld ableitet.

Über die längsten Phasen der Menschheitsgeschichte dienten also konkrete Gegenstände als Geld, wir sprechen daher von Warengeld. Insbesondere genossen und genießen edle und seltene Metalle – an erster Stelle Gold – wegen ihrer angenommenen Werthaltigkeit hohes Vertrauen.

Gold ist somit gewissermaßen der zeitlose Klassiker in seiner Funktion als Tausch-, Zahlungs- und Wertaufbewahrungsmittel. „*Nach Golde drängt, am Golde hängt doch alles*“, lässt Goethe Margarete im Faust I sagen.

**Jenes Geld jedoch, welches wir in Form von Banknoten und Münzen bei uns tragen, hat mit Warengeld nichts mehr zu tun. Die Rückbindung an Goldbestände gibt es nicht mehr, seit im Jahr 1971 die Goldbindung des US-Dollar aufgehoben wurde.**

In Kurzform: Heutiges Geld ist durch keinerlei Sachwerte mehr gedeckt. Banknoten sind bedrucktes Papier – die Kenner unter Ihnen wissen, dass es sich im Fall des Euro eigentlich um Baumwolle handelt –, Münzen sind geprägtes Metall.

Dass Banknoten und Münzen im täglichen Leben als Zahlungsmittel akzeptiert werden, hat zwar auch damit zu tun, dass sie alleiniges gesetzliches Zahlungsmittel sind. **Letztlich fußt die Annahme von Papiergeld jedoch primär auf dem Vertrauen der Bevölkerung, mit dem erhaltenen Papiergeld selbst auch wieder Käufe tätigen zu können.**

Geld ist in diesem Sinne eine gesellschaftliche Konvention – es hat keinen eigenständigen Wert, der der Nutzung vorgelagert ist, sondern sein Wert entsteht erst durch den ständigen Austausch und den Gebrauch als Geld. Diese Erkenntnis, **dass Vertrauen zentral, ja konstitutiv für die Geldeigenschaft ist**, ist übrigens schon sehr alt. Aristoteles hat sie bereits im 4. Jahrhundert vor Christus in seiner "Politik" und der "Nikomachischen Ethik" herausgearbeitet.

Gerade in jüngster Zeit stellen sich viele Bürger die Frage nach der Herkunft des Geldes: Woher nehmen denn die Zentralbanken eigentlich das viele Geld, das sie brauchen, um dem Bankensystem im Rahmen geldpolitischer Operationen Kredite in Billionenhöhe zu geben oder anderes zu kaufen? Weshalb heißt es in diesem Zusammenhang regelmäßig, dass die finanzielle Feuerkraft der Notenbanken grundsätzlich grenzenlos sei?

Notenbanken schaffen Geld, indem sie Geschäftsbanken gegen Sicherheiten Kredite gewähren oder ihnen Aktiva wie zum Beispiel Anleihen abkaufen. **Die Finanzkraft einer Notenbank ist dabei prinzipiell unbegrenzt, da sich eine Notenbank das Geld, das sie vergibt oder mit dem sie bezahlt vorher nicht etwa beschaffen muss, sondern es quasi aus dem Nichts erschaffen kann.**

**Das Drucken neuen Geldes ist hierfür ein passendes Bild**, ökonomisch gesehen ist die Notenpresse jedoch gar nicht nötig, da sich die Geldschöpfung primär in der Bilanz der Notenbank, auf ihren Konten, widerspiegelt.

Wie kommt nun aber beim Thema der beschriebenen Geldschöpfung Johann Wolfgang von Goethe ins Spiel? Warum habe ich den Bogen also etwas weiter gespannt?

### 3 Geldschöpfung, Goethe, Faust und Alchemie

Zur Erinnerung sei hier kurz an die Geldschöpfungsszene im ersten Akt von Faust II erinnert. Mephisto, als Narr verkleidet, spricht mit dem von akuten Geldnöten geplagten Kaiser und konstatiert:

„Wo fehlt’s nicht irgendwo auf dieser Welt? Dem dies, dem das, hier aber fehlt das Geld.“

Der Kaiser erwidert schließlich auf Mephistos geschickten Überredungsversuch:

„Ich habe satt das ewige Wie und Wenn; Es fehlt an Geld, nun gut, so schaff’ es denn.“

Mephisto antwortet darauf:

„Ich schaffe, was ihr wollt, und schaffe mehr.“

Er bringt den Kaiser im Trubel des nächtlichen Maskenballs dazu, eine Urkunde zu unterschreiben, die Mephisto über Nacht vervielfältigen und anschließend als Papiergeld verbreiten lässt.

Die Beteiligten sind vom anfänglichen Erfolg dieser Maßnahme ganz angetan. So verkündet der Kanzler voller Freude:

„So hört und schaut das schicksalsschwere Blatt – (gemeint ist das geschaffene Papiergeld) – das alles Weh in Wohl verwandelt hat.“



Er liest: 'Zu wissen sei es jedem, der's begehrt: Der Zettel hier ist tausend Kronen wert.'

Mephisto facht die Freude noch weiter an, indem er kurze Zeit später sagt:

„ Ein solch Papier, an Gold und Perlen statt,  
Ist so bequem, man weiß doch, was man hat;  
Man braucht nicht erst zu markten, noch zu tauschen,  
Kann sich nach Lust in Lieb' und Wein berauschen.“

Die Beteiligten sind so beglückt über die vermeintliche Wohltat, dass sie gar nicht ahnen, dass ihnen die Entwicklung aus den Händen gleiten wird:

Zwar kann sich der Staat im Faust II in einem ersten Schritt seiner Schulden entledigen, während die private Konsumnachfrage stark steigt und einen Aufschwung befeuert. Im weiteren Verlauf artet das Treiben jedoch in Inflation aus und das Geldwesen wird infolge der rapiden Geldentwertung zerstört.

Es ist **beeindruckend, dass und wie Goethe den potenziell gefährlichen Zusammenhang von Papiergeldschöpfung, Staatsfinanzierung und Inflation – und somit ein Kernproblem ungedeckter Währungsordnungen – in Faust II beleuchtet**. Dies gilt gerade deshalb, da man Faust und Goethe in der Regel nicht direkt mit ökonomischen Zusammenhängen assoziiert, schon gar nicht mit solch zentralen geldpolitischen Spannungsfeldern.

Dass sich Faust jedoch sehr wohl ökonomisch deuten lässt, hat unter anderem Prof. Adolf Hüttl gezeigt. Er ist ehemaliger Vizepräsident der damaligen Landeszentralbank in Hessen und zu meiner großen Freude heute hier anwesend. Bereits 1965 schrieb er im Mitarbeiter-Magazin der Bundesbank einen sehr erkenntnisreichen Text unter der Überschrift „Das Geld in Goethes Faust II“.

Der seinerzeit in Sankt Gallen lehrende Prof. Hans Christoph Binswanger – zu meiner Freude heute ebenso anwesend – ging ähnlich vor und legte Mitte der 80er-Jahre ein Buch mit dem Titel „Geld und Magie – Deutung und Kritik der modernen Wirtschaft anhand von Goethes Faust“ vor.

Die zentrale These Binswangers lautet, **dass Goethe die moderne Wirtschaft mit ihrer Papiergeldschöpfung als eine Fortsetzung der Alchemie mit anderen Mitteln darstelle. Während die klassischen Alchemisten versuchten, aus Blei Gold zu machen, werde in der modernen Wirtschaft Papier zu Geld gemacht.**

In der Tat dürfte der Umstand, dass Notenbanken quasi aus dem Nichts Geld schaffen können, vielen Beobachtern als etwas Überraschendes, Seltsames, vielleicht sogar Mystisches, Traumhaftes – oder auch Alpträumhaftes – vorkommen.

#### 4 Verantwortung der unabhängigen Notenbank

Denn wenn Notenbanken potenziell unbegrenzt Geld quasi aus dem Nichts schaffen können, wie kann dann sichergestellt werden, dass Geld ausreichend knapp und somit werthaltig bleibt? Ist bei der Möglichkeit, Geld mehr oder weniger frei zu schaffen, die Versuchung nicht sehr groß, dieses Instrument zu missbrauchen und sich kurzfristig zusätzliche Spielräume zu schaffen, auch wenn damit langfristiger Schaden sehr wahrscheinlich ist?

Ja, diese Versuchung besteht sehr wohl, und viele sind ihr in der Geschichte des Geldwesens bereits erlegen. Schaut man in der Historie zurück, so wurden staatliche Notenbanken früher oft gerade deshalb geschaffen, um den Regenten möglichst freien Zugriff auf scheinbar unbegrenzte Finanzmittel zu geben.

Durch den staatlichen Zugriff auf die Notenbank in Verbindung mit großem staatlichem Finanzbedarf wurde die Geldmenge jedoch häufig zu stark ausgeweitet, **das Ergebnis war Geldentwertung durch Inflation.**

**Im Licht dieser Erfahrung wurden Zentralbanken in den vergangenen Jahrzehnten gerade deshalb als unabhängige Institutionen geschaffen und auf das Sichern des Geldwertes verpflichtet, um explizit die staatliche Vereinnahmung der Geldpolitik zu verhindern.**

Die Unabhängigkeit der Notenbanken ist ein außergewöhnliches Privileg – ein Selbstzweck ist sie jedoch nicht. Vielmehr dient sie im Kern dazu, glaubwürdig sicherzustellen, **dass sich die Geldpolitik ungehindert darauf konzentrieren kann, den Geldwert stabil zu halten.**

Geldpolitische Unabhängigkeit und ein gut funktionierender, auf Geldwertstabilität ausgerichteter Kompass der geldpolitischen Entscheidungsträger sind notwendige – wenn auch nicht hinreichende – Voraussetzungen dafür, die Kaufkraft des Geldes und damit das Vertrauen der Menschen zu bewahren.

**Für das Vertrauen ist aber wichtig, dass sich Notenbanker, die ein öffentliches Gut verwalten – stabiles Geld – auch öffentlich rechtfertigen.** Der beste Schutz gegen die Versuchungen in der Geldpolitik ist eine aufgeklärte und stabilitätsorientierte Gesellschaft.

## 5 Schluss

Mit diesem Überblick zu Goethe, Faust und Papiergeld möchte ich es bewenden lassen. Sie dürften bemerkt haben, dass das hiesige Gebäude den Zusammenhang von Frankfurt, Goethe, Geld und Faust in vielerlei Hinsicht widerspiegelt, u.a. durch Skulpturen und Malereien. Diese Art von Kunst am Bau geht unter anderem auf Prof. Hüttls damalige Initiative zurück.

Ich möchte es nun den weiteren Vortragenden überlassen, das Thema des heutigen Kolloquiums noch genauer auszuleuchten. Ich bin sicher, dass das Begriffspaar Goethe und Geld am heutigen Nachmittag noch viele interessante Einblicke bereithält. Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und wünsche Ihnen eine anregende und gelungene Veranstaltung.

\* \* \*

Deutsche Bundesbank | Zentrale | Kommunikation  
Wilhelm-Epstein-Straße 14 | 60431 Frankfurt am Main  
www.bundesbank.de | E-Mail: [presse@bundesbank.de](mailto:presse@bundesbank.de)  
Tel: 069 9566 3511 | Fax: 069 9566 3077

**Bei publizistischer Verwertung wird um Angabe der Quelle gebeten.**

## Schuldenkrise

### Weidmann: Notenbanker müssen sich öffentlich rechtfertigen

FAZ 18.09.2012 · Wolfgang Schäuble hat am Wochenende gerügt, dass die Diskussionen über die Anleihenkäufe innerhalb der EZB „halböffentlich geführt“ würden. Bundesbank-Präsident Weidmann sieht das ganz anders. Rückendeckung erhält er von seinem Vorgänger Axel Weber.

Von [Philip Plickert](#) und [Jürgen Dunsch](#)



© dapd „Heutiges Geld ist durch keinerlei Sachwerte mehr gedeckt. Banknoten sind bedrucktes Papier - die Kenner unter Ihnen wissen, dass es sich im Fall des Euro eigentlich um Baumwolle handelt“: Jens Weidmann in seiner Begrüßungsrede auf dem Kolloquium des Instituts für bankhistorische Forschung.

Bundesbank-Präsident Jens Weidmann hat eine öffentliche Debatte über den richtigen geldpolitischen Kurs in der Euro-Schuldenkrise gutgeheißen und stellt sich damit gegen Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble (CDU). Es sei wichtig, „dass sich Notenbanker, die ein öffentliches Gut verwalten - stabiles Geld - auch öffentlich rechtfertigen“, sagte Weidmann am Dienstag auf einem Goethe-Symposium in Frankfurt. Schäuble hatte am Wochenende in der „Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung“ gerügt, dass die Diskussionen und der Dissens in der Europäischen Zentralbank über Anleihekäufe „halböffentlich geführt“ würden. Dies schade dem Vertrauen in die Notenbank. Weidmann ist gegen die angekündigten EZB-Käufe von Anleihen von Krisenländern und hat sich wiederholt öffentlich gegen EZB-Präsident Draghi gestellt.

Weidmann erinnerte in seinem Grußwort zu dem Goethe-Symposium des Instituts für bankhistorische Forschung daran, dass staatliche Notenbanken „früher oft gerade deshalb geschaffen wurden, um den Regenten möglichst freien Zugriff auf scheinbar unbegrenzte Finanzmittel zu geben“. Aus diesem Grunde sei die Unabhängigkeit der Notenbanken wichtig, um eine „staatliche Vereinnahmung der Geldpolitik zu verhindern“.

### Bundesbank-Präsident hält Unabhängigkeit für ein Privileg

Die Unabhängigkeit sei ein „außergewöhnliches Privileg“, sie sei aber kein Selbstzweck. Sie diene im Kern dazu, glaubwürdig sicherzustellen, dass sich die Geldpolitik ungehindert darauf konzentrieren könne, den Geldwert stabil zu halten. Der beste Schutz gegen die Versuchungen in der Geldpolitik sei aber „eine aufgeklärte und stabilitätsorientierte Gesellschaft“.

Zentralbanken, die unbegrenzte Geldschöpfung versprechen, riskieren laut Weidmann, die Inflation anzuschieben und setzen ihre Glaubwürdigkeit aufs Spiel: „Heutiges Geld ist durch keinerlei Sachwerte mehr gedeckt. Banknoten sind bedrucktes Papier - die Kenner unter Ihnen wissen, dass es sich im Fall des Euro eigentlich um Baumwolle handelt.“

Der ehemalige Chefvolkswirt der EZB, Otmar Issing, warnte vor überzogenen Ansprüchen an die Geldpolitik. „Jede Gesellschaft hat letztlich die Inflationsrate, die sie will und die sie verdient“, sagte Issing während der

Veranstaltung. Papiergeld sei grenzenlos vermehrbar. Dies sei oftmals eine Versuchung für Regierungen, sich monetär zu finanzieren. Der EZB sei eine monetäre Staatsfinanzierung explizit verboten.

## **Axel Weber: Käufe von Staatsanleihen haben in der Vergangenheit neue Verwerfungen provoziert**

Rückendeckung erhält Bundesbankpräsident Weidmann von seinem Vorgänger Axel Weber. Der verstärkte Ankauf von Schuldpapieren angeschlagener Staaten führe zu immer größeren Risiken, sagt der heutige Verwaltungsratspräsident der Großbank UBS. „Ich halte das Umfeld für durchaus gefährlich“, sagte er dem Schweizer Radio DRS.



© REUTERS

Vorgänger Weber

Weber wies darauf hin, dass die Notenbanken seit dem Zweiten Weltkrieg noch nie so stark an den Märkten eingegriffen hätten. Die Käufe von Staatsanleihen und die tiefen Zinsen provozierten dort aber neue Verwerfungen. **Die Geldpolitik der EZB kann nach den Worten Webers die grundlegenden Schwachstellen in den Staaten nicht beseitigen.** Die Länder müssten endlich daran gehen, ihre Schulden einzudämmen, fuhr er fort, aber dies stehe leider nicht auf der Tagesordnung der Politiker. Zuvor hatte das ehemalige EZB-Ratsmitglied in einem Vortrag in Basel gesagt, es bringe nicht viel, über die Konstruktionsfehler der Euro-Zone zu brüten. Wichtig seien jetzt strukturelle Reformen.

„Zukunftsgruppe“

## Elf EU-Außenminister fordern die politische Union

FAZ 18.09.2012 · Elf europäische Außenminister haben Vorschläge zur Zukunft der EU vorgelegt: Darin sprechen sie sich dafür aus, mehr Kompetenzen nach Brüssel abzugeben. So soll die EU etwa Durchgriffsrechte auf nationale Haushalte erlangen und der Europäische Auswärtige Dienst überprüft werden.

Von [Nikolas Busse](#) und [Majid Sattar](#), Brüssel / Berlin

Elf europäische Außenminister, unter ihnen der deutsche, haben sich in einem gemeinsamen Papier dafür ausgesprochen, zur Überwindung der Krise mehr nationale Kompetenzen nach Brüssel abzugeben. Sie verlangen unter anderem Durchgriffsrechte der EU auf die nationalen Haushalte, Vertragsreformen ohne Einstimmigkeitszwang sowie Mehrheitsentscheidungen in der Außenpolitik. Die Minister verstehen ihre Anregungen als „persönliche Gedanken“, die nicht unbedingt die Meinung ihrer Regierungen wiedergeben.

Außerdem teilen nicht alle beteiligten Minister alle Vorschläge.

Außenminister Guido Westerwelle, der die sogenannte „Zukunftsgruppe“ einberufen hatte, die das Papier verfasste, sagte in Berlin: „Am Ende des Weges, den wir jetzt einschlagen, muss eines Tages eine Politische Union stehen. Sie würde unsere Wirtschafts- und Währungsunion vollenden. Zugleich würde sie eine Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik im vollen Wortsinn verwirklichen.“

Diese Politische Union müsse auf dem Fundament einer europäischen Gewaltenteilung stehen – „mit einem Parlament, das europäische Gesetze erlässt; mit einer Kommission, die die Arbeit einer europäischen Regierung verrichtet, und deren Präsident aus direkter Wahl hervorgeht; und mit einem Rat, der als zweite Kammer die Anliegen der Mitgliedstaaten vertritt“. Die Idee einer Direktwahl des Kommissionspräsidenten teilen allerdings nur „einige Mitglieder der Gruppe“, wie das Papier vermerkt.

An der Ausarbeitung waren neben Westerwelle die Minister Belgiens, Dänemarks, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs, der Niederlande, Österreichs, Polens, Portugals und Spaniens beteiligt. Die Autoren fordern kurzfristige Maßnahmen zur Stärkung der Wirtschafts- und Währungsunion, die großteils ohne Änderungen der EU-Verträge möglich wären, schließen solche aber nicht aus. Sie verlangen „wirksame Überwachungsbefugnisse mit konkreten Kompetenzen für die europäischen Institutionen zur Überwachung und Umsetzung der fiskalpolitischen Maßnahmen der Mitgliedstaaten“, was nach deutscher Lesart heißt, dass etwa die EU-Kommission ein Veto gegen nationale Haushalte einlegen kann.

Das soll sich aber nur auf die Beachtung der EU-Defizitregeln beziehen; über die Zusammensetzung des Haushalts sollen weiter die nationalen Parlamente bestimmen. Westerwelle sagte, kein Mitgliedstaat dürfe durch sein Handeln die Solidität der Währungsunion gefährden. Komme es dennoch dazu, müsse die Gemeinschaft „tätig werden dürfen und können“. „Einige Mitglieder“, heißt es in dem Papier, regten hier außerdem „Schritte hin zu einer Vergemeinschaftung von Staatsschulden“ an. Es dürfte sich um Frankreich und Italien gehandelt haben, Deutschland und die Niederlande waren dagegen.

### ESM soll zum „Europäischen Währungsfonds“ werden

Zu den Vorschlägen der elf Minister gehört auch der Ausbau des dauerhaften Krisenfonds ESM zu einem „Europäischen Währungsfonds“, der für den Euroraum die fachlich anspruchsvollen Dienstleistungen übernehmen können soll, die derzeit der Internationale Währungsfonds zur Verfügung stellt. Europa sei die reichste Region auf der ganzen Welt, sagte Westerwelle. „Es kann doch nicht auf Dauer so bleiben, dass wir zur Bewältigung unserer Probleme ärmeren Regionen Geld entziehen.“ Die Minister forderten außerdem, dass das Europaparlament einbezogen wird, wenn weitere Maßnahmen auf EU-Ebene zur Euro-Rettung ergriffen werden.

Die „meisten“ der elf Minister sind dafür, dass über solche Fragen künftig nur die Abgeordneten aus dem Euroraum oder aus anderen an der gemeinsamen Wirtschafts- und Währungspolitik mitwirkenden Ländern abstimmen dürfen, nicht mehr das gesamte Parlament. Das würde beim Fiskalpakt etwa britische oder tschechische Abgeordnete ausschließen, deren Länder diesem Vertrag ferngeblieben sind. Um eine weitere Blockade durch Großbritannien oder auch Länder wie Irland zu umgehen, sind die „meisten“ Minister der Meinung, dass Vertragsänderungen auch mit „super-qualifizierter“ Mehrheit möglich sein müssen, die dann in den ratifizierenden Staaten bindend wären. Außerdem finden sich in dem Papier ältere Vorschläge wie die Aufteilung der inzwischen sehr großen Kommission in Senior- und Junior-Kommissare.

### **„Einige“ Minister befürworten eine europäische Armee**

Ein zweiter Schwerpunkt sind langfristige Maßnahmen zur Außen- und Sicherheitspolitik. Hier verlangen die Minister eine „grundlegende Überprüfung“ des erst kürzlich geschaffenen Europäischen Auswärtigen Dienstes. Sie wollen insbesondere die Nachbarschaftspolitik in den Dienst verlagert sehen, der bei der Gründung in der Kommission verblieben war. In der Außenpolitik solle es neben Mehrheitsbeschlüssen eine gemeinsame Vertretung in internationalen Organisationen geben, „wo dies möglich ist“, sowie eine europäische Verteidigungspolitik. Für „einige“ Minister könne dies eine europäische Armee sein. Alle Minister sind für einen Europäischen Grenzschutz zur Sicherung des Schengen-Raums und „mittelfristig“ für ein europäisches Visum.

Ohne im Detail darauf einzugehen, wies Westerwelle aus dem Kanzleramt kommende Kritik an seinem Vorgehen zurück: Das Nachdenken über die europäische Zukunft jenseits der Krise sei weder Luxus noch Träumerei. Es werde im Gegenteil dazu beitragen, Orientierung und Vertrauen in Europa entstehen lassen. Es sei nicht so, dass zunächst die europäische Krise gemeistert werden müsse, und erst dann die langfristige Perspektive entworfen werden könne. Bundeskanzlerin Angela Merkel hatte schon nach einem entsprechenden Vorstoß von Finanzministers Wolfgang Schäuble (CDU) mitteilen lassen, im Moment stehe anderes im Vordergrund.

Westerwelle kündigte an, die Vorschläge in den nächsten Tagen Ratspräsident Herman Van Rompuy und Kommissionspräsident José Manuel Barroso vorzulegen; im Europaparlament hatte er bereits vergangene Woche darüber berichtet. Die Minister sehen ihr Papier auch als Beitrag zu einem weitreichenden institutionellen Reformpapier, das im Auftrag der Staats- und Regierungschefs derzeit unter Van Rompuys Vorsitz in Brüssel erarbeitet wird. Es soll zu einer „echten Wirtschafts- und Währungsunion“ führen und bis Ende des Jahres fertig sein.

FT September 16, 2012 7:20 pm

## QE would be right for Europe, too



By Wolfgang Münchau

When I heard the news of another round of [quantitative easing in the US](#) last week, my first thought was that Mario Draghi should have done the same. Instead, the president of the European Central Bank opted for a [conditional bond purchasing programme](#) with an uncertain start date. In the meantime, the eurozone's faltering economy needs a much more determined monetary stimulus, and it needs it right now.

For the moment, the [eurozone crisis resolution process](#) feels good because none of this month's potential accidents happened. The [German constitutional court](#) has taken itself out of the equation. Good riddance. Dutch voters [re-elected their government](#) and rejected the lure of populist propaganda. Mr Draghi did what was expected. While the economic situation in the member states gets worse, policy makers seem punch-drunkenly optimistic. They have not had so much luck in some time. The ECB's Outright Monetary Transaction programme gave them a break.

But trouble is already building that may soon destroy the OMT's credibility. **Mariano Rajoy** is still sending confusing and conflicting messages about whether Madrid will apply for the programme. The ECB made it easy for the Spanish prime minister. To qualify for the OMT, all the Spanish government needs to do is to apply for the so-called Enhanced Conditions Credit Line – a minimalist programme with limited conditionality. **Mario Monti**, Italy's prime minister, has said Rome will not apply for the programme before its election. I have heard the first EU official admitting openly that maybe nobody will apply and the ECB may never have to buy a single bond. If market sentiment is sufficiently positive, that argument goes, things might resolve themselves.

So, do they really want to make the OMT look like a cheap confidence trick? I do not believe this was ever Mr Draghi's intention, but if you link an ECB bond purchasing program to a political process, this may be an unintended consequence. When Jyrki Katainen, the Finnish prime minister, visited Madrid last week, one did not have the impression that he was in hurry to press Mr Rajoy into a rescue. Germany's chancellor, Angela Merkel, does not seem to be either. Politically, it is easier for her not to have to ask the Bundestag to vote on a Spanish program. For Mr Rajoy, it is easier not having to accept any Bundestag-set conditions.

Mr Monti wants to go down in history as the man who saved Italy, not for going cap in hand to Brussels. There are good political reasons that stop elected politicians from applying for the OMT – but without a request, the OMT cannot become effective. And there is no way Mr Draghi can force governments to act.

**The main lesson I have drawn from the crisis resolution process is that you can never overestimate the complacency of European policy makers.** The notion that the OMT is in itself sufficient through some magical confidence effect reminds me of what happened after the ECB began its liquidity program last year. That, too, was followed by a slowdown in political decision-making. I had expected the same to happen with the OMT eventually, but not quite so fast.

Let us now assume that I am wrong and that Mr Rajoy and Mr Monti both blink in the next couple of weeks and apply for the OMT, subject to some externally set conditionality. **What will the ECB do when a newly elected Italian government takes office next year, and decides to tweak the reform process a little, as the Greeks have been doing recently? Will the ECB really sanction Italy, risking its economic collapse and possibly a financial meltdown in Europe?** As the answers to this question are so obvious, there surely must be an incentive for electorates and their elected representatives to call Mr Draghi's bluff, or at least to push him to the limit.

**So we might be damned if the OMT works and damned if it does not.** Mr Draghi was right in his core argument – that the ECB needs to repair the broken monetary transmission mechanisms. So why not do what the Americans did: start buying corporate bonds and other fixed-interest securities, including bank bonds, immediately. Instead of a complex program of conditional government bond purchases, **the ECB should be delivering a broad-based monetary stimulus.** And while I do not believe another interest rate cut is going to make a big difference, there is no reason to delay it either.

**The biggest danger for the eurozone right now is not a law court or an election but a rapidly deteriorating economy.** Global demand is slowing, the euro is strengthening against the dollar, fiscal policy is pro-cyclical. **A program of quantitative easing would have been the best single measure – and possibly the only one – to halt a self-reinforcing crisis.**

[munchau@eurointelligence.com](mailto:munchau@eurointelligence.com)



## Die Unkündbarkeit

# Italiens entzauberte Arbeitsmarktreform

FAZ 18.09.2012 · „Artikel 18“ garantiert italienischen Arbeitnehmern Unkündbarkeit. Daran hat sich auch nach Montis Arbeitsmarktreform wenig geändert.

Von [Tobias Piller](#), Rom



© dpa

Ministerpräsident Monti und Arbeitsministerin Fornero bei einer Parlamentssitzung: Fornero hält die Arbeitsreform für epochal

Mit einem einzigen Satz aus dem Blickwinkel des Wirtschaftsprofessors hat der italienische Ministerpräsident Mario Monti die Diskussion um [Italiens](#) reformbedürftiges Arbeitsrecht wieder eröffnet und sich zudem den Zorn der Gewerkschaften zugezogen. „Einige gesetzliche Regeln, die von der noblen Absicht der Verteidigung der Arbeitnehmerrechte inspiriert waren, haben die Entstehung von Arbeitsplätzen behindert“, sagte Monti bei einem Vortrag in einer römischen Universität. Während die Gewerkschaften verärgert reagieren, sehen Wirtschaft und reformorientierte Ökonomen darin eine bittere Erinnerung an die fehlgeschlagene Arbeitsmarktreform der Regierung Monti vom April dieses Jahres.

Monti und seine Professorenkollegin und Arbeitsministerin Elsa Fornero hatten die Reform zwar immer wieder als epochal angepriesen, doch bei den Arbeitgebern hat sie die Zurückhaltung bei Neueinstellungen nicht verringert. Auch deswegen steckt Italien in einer tiefen Rezession, in der die Unternehmer eine Verringerung des Bruttoinlandsprodukts von 2,4 Prozent voraussagen. Allgemein hat Italien bisher einen Großteil der Vorgaben ignoriert, die die EZB im Zusammenhang mit ihren ersten Anleihekäufen gemacht hatte.

## Spaltung der Arbeitswelt

Die alten Regeln werden nicht nur als Grund für die Wachstumsschwäche und **die niedrige Beschäftigung in Italien (etwa 38 Prozent der Gesamtbevölkerung)** angesehen, sondern auch als Grund für die Zweiteilung des italienischen Arbeitsmarktes in nahezu unkündbare Arbeitnehmer in größeren Unternehmen (5,8 Millionen) und dem öffentlichen Dienst (3,5 Millionen) auf der einen Seite und Beschäftigte mit Zeitverträgen (rund 2,5 Millionen) und bis zu einer Million selbständige Projektarbeiter oder Scheinselbständige auf der anderen.

Der symbolische Begriff für die starren Regeln heißt in Italien schlicht **„Artikel 18“**. Gemeint ist damit der Paragraph in **einem Gesetz von 1970**, das in Italien den Titel „Statut der Arbeiter“ trägt. Es enthält Vorschriften zur Meinungs- und Gewerkschaftsfreiheit und Diskriminierungsverbote. Inzwischen abgeschafft sind Regeln über die planwirtschaftliche Vergabe von freien Arbeitsplätzen in Privatunternehmen, die bis in die neunziger Jahre nur ausnahmsweise Kandidaten ihrer Wahl einstellen durften. Der „Artikel 18“ klingt demgegenüber eher harmlos: **„Mit dem Urteil, das eine Entlassung ohne triftigen Grund für unwirksam oder von vornherein nichtig erklärt, ordnet der Richter die Wiedereingliederung des Arbeiters auf seinem Arbeitsplatz an.“**

## Kündigungen sind kaum noch durchzusetzen

Doch zu dieser Vorschrift kam auch eine ganz besondere Art der praktischen Anwendung. Denn nach dem Schema der Aufteilung der Machtpositionen in Italien waren Ministerien und (Staats-)Wirtschaft vor allem den Christdemokraten und Sozialisten vorbehalten, Kultur und Justiz den Kommunisten. **Die unabhängigen Richter mit eigenem Richterparlament entwickelten ihre eigene Interpretation des Artikels 18: Prinzipiell sei der Verlust des Arbeitsplatzes ein derart einschneidendes Ereignis für einen Arbeitnehmer, dass er durch so gut wie nichts zu rechtfertigen sei.** Polemisch, aber dennoch bei den Tatsachen ohne Widerspruch, schrieb kürzlich das rechte Meinungsblatt „Il Foglio“: „Der Rechtsprechung zufolge, die treu der Linie der (kommunistischen Gewerkschaft) CGIL folgt, stellt die wiederholte unbegründete Abwesenheit vom Arbeitsplatz demnach ebenso wenig einen Entlassungsgrund dar wie der Diebstahl von moderaten Werten aus Unternehmensbesitz, während größerer Diebstahl nur ein Entlassungsgrund nach der dritten Instanz wird.“

**In der Praxis bedeutet dies, dass die überwiegende Mehrheit der Arbeitsgerichtsprozesse zugunsten des Arbeitnehmers entschieden wird. Nach mehreren Jahren muss dann der Arbeitgeber den ehemaligen Beschäftigten wieder eingliedern und für die zurückliegenden Jahre das Gehalt nachzahlen. Von diesem Schicksal ausgenommen sind nur Unternehmen mit bis zu 15 Mitarbeitern, die bisher höchstens zu einer Schadensersatzzahlung verurteilt werden konnten. Auch deswegen sind in Italien Millionen von Unternehmen unter dieser Schwelle geblieben.** Italienische Erfolgsunternehmer wie Nerio Alessandri, Gründer der mittlerweile 2000 Mitarbeiter zählenden Firma Technogym, zitieren daher ein geflügeltes Wort: „**In Italien ist es leichter, sich von der Frau scheiden zu lassen, als sich von einem Arbeitnehmer zu trennen.**“

## Der Artikel 18 gilt als änderungsreif

Immer wieder wurde in den vergangenen Jahren eine Reform des italienischen Arbeitsrechts gleichgesetzt mit der Änderung des Artikels 18. Auch [Mario Monti](#)s Regierung von parteilosen Experten, die Italien aus der Krise retten sollte, hatte eine Reform des Arbeitsrechts angekündigt und bei den Unternehmern Hoffnungen geweckt. Arbeitsministerin Fornero suchte zunächst das Prinzip der Wiedereinstellung zumindest teilweise durch Schadensersatzzahlungen zu ersetzen. **Doch im Parlament muss sich die Regierung Monti auf die zum Teil aus kommunistischen Wurzeln stammende „Demokratische Partei“ stützen.**

Die Arbeitsministerin hat daher in der entscheidenden Nacht einen **Kompromiss** mit der ehemals kommunistischen Gewerkschaft CGIL gesucht und damit ihren vorher schon komplizierten Entwurf weiter verwässert. **Nun haben die Arbeitsrichter noch mehr Entscheidungsmöglichkeiten.** Entlassungen aus diskriminierenden Gründen führen zur Wiedereinstellung, auch in Kleinunternehmen. Wird ein Mitarbeiter aus einem disziplinarischen Grund entlassen, der eigentlich nur mit betriebsinternen Sanktionen belegt werden darf, ist ebenfalls eine Wiedereinstellung anzuordnen. In anderen Fällen gibt es nun eine Entschädigung von höchstens 24 Monatsgehältern. Ähnlich zweideutig sind die Regeln auch für die **Entlassung aus wirtschaftlichen Gründen.** Im neuen Gesetz heißt es nun, der Richter müsse die Wiedereinstellung anordnen, wenn die Entlassungsgründe „offensichtlich unzutreffend“ seien, in anderen Fällen kann er auf Entschädigung urteilen.

Der Vizeminister für Arbeit und Soziales, der 38 Jahre alte Professor Michel Martone, verteidigt das Reformgesetz. Zum ersten Mal seien die Entschädigungen limitiert, sagt er. Zudem würden wie bei den Hartz-Reformen in Deutschland die Effekte des neuen Gesetzes überwacht, um später weitere Reformschritte anschließen zu können. Doch die Unternehmer zeigen sich enttäuscht, auch, weil parallel zu den vagen Reformen für die Entlassungen klare Einschränkungen für die Einstellung von Zeitarbeitern und die Beschäftigung von Scheinselbständigen beschlossen wurden.

Das neue Arbeitsrecht habe erst einmal Unsicherheit erzeugt, und vor neuen Einstellungen warteten die Unternehmen nun ab, wie sich die Rechtsprechung entwickle, sagte Giuliano Cazzola, einst Gewerkschaftsfunktionär der kommunistischen CGIL und nun Arbeitsmarktexperte in Berlusconi's „Partei der Freiheit“. Der in den Vereinigten Staaten lehrende Ökonom Alberto Alesina und ein italienischer Kollege namens Andrea Ichino urteilen in einem gemeinsamen Kommentar für den „Corriere della Sera“, **Italien sei nun**

in der schlechtesten aller Welten gelandet, in der aus konjunkturellen Gründen entlassen werde, aus mangelndem Vertrauen aber niemand einstellen wolle.

## Mehr Wege zur Produktivität

**Dass die neuen Gesetze dennoch von der Europäischen Union hoch gelobt werden, findet Giuliano Cazzola völlig unverständlich:** „Offenbar richtet man sich bei der Europäischen Union nur nach der Überschrift, aber nicht nach der Substanz“, kommentiert der Fachmann. Roberto Pessi, Prorektor und Arbeitsrechtsexperte der römischen Wirtschaftsuniversität Luiss hat den Reformversuch der Regierung Monti von Beginn an heftig kritisiert: „**Das dient vor allem, um die Märkte zu beeindrucken und den Spread zu senken**“, sagte er am Tag nach der Einigung über die Reform. Dennoch meint Pessi, die Gesetze hätten in Italien „weniger als zehn Prozent Einfluss auf die Realität auf dem Arbeitsmarkt“.

Der Rest hänge ab von den Regeln und Vereinbarungen zwischen Arbeitgebern und Gewerkschaften. Daher habe Monti nun das Richtige getan, indem er eine konzertierte Aktion von Regierung und Sozialpartnern abgelehnt habe, stattdessen den Arbeitgebern und Gewerkschaften aufgetragen habe, sie sollten allein Wege zu mehr Produktivität in Italiens Wirtschaft suchen, und zwar innerhalb von vier Wochen. Vielen Unternehmern reichen diese Aussichten aber nicht. Der Mittelständler Andrea S. aus Rom, früher mit 200, nun mit 60 Mitarbeitern, will daher nicht den Empfehlungen zu mehr Wachstum folgen, sondern den umgekehrten Weg einschlagen: **für ihn besteht die Zukunft aus mehreren Unternehmen mit weniger als 15 Mitarbeitern.**

Quelle: F.A.Z.

**Le courage, avec ou sans l'euro**

par Paul-Henri du Limbert

17 septembre 2012

[Le Figaro](#)

ÉDITORIAL ▼▼ PAR PAUL-HENRI DU LIMBERT

Peut-on encore sauver l'**euro** ? La question mérite d'être posée lorsqu'on mesure la défiance suscitée par la monnaie unique. Non seulement l'Europe ne fait plus rêver, mais les Français sont persuadés qu'elle les fait souffrir. Constat édifiant. À qui la faute ?

D'abord aux dirigeants, de gauche comme de droite, puisque ce sont eux qui, depuis vingt ans, suent sang et eau pour défendre l'idée européenne. Que disent-ils ? D'abord que l'Europe va de soi et que ceux qui n'en sont pas persuadés sont des niais, à qui il faut l'imposer de gré ou de force. Ensuite, que vivre dans une communauté de destin et d'intérêts oblige la France à s'infliger des efforts que, sans l'Europe, elle pourrait s'épargner. Erreur funeste. Présentée comme cela, l'Europe ne pouvait être qu'un repoussoir, et c'est bien ce qu'elle est devenue. **Le courage** politique aurait consisté à dire qu'avec ou sans l'**Euro** un pays ne peut dépenser plus qu'il n'a. Les Allemands sont convaincus depuis longtemps de cette vérité d'évidence et s'étonnent que leurs voisins ne **le** soient pas encore.

Les Français ne doivent pas se leurrer et feraient bien de s'interroger sur la nature de leur europhobie, qui les révèle à eux-mêmes. Certes les arguments des eurosceptiques et leurs plaintes émoussées sonnent agréablement aux oreilles. Mais présenter **le** Franc comme un paradis perdu, c'est faire entendre aux Français que leur salut viendrait d'un retour à la gabegie comme mode de vie. Qui peut **le** croire ? Et qui peut assurer sans être aussitôt submergé par **le** doute qu'avec son Franc et son laxisme budgétaire légendaire la France aurait mieux affronté la mondialisation, mieux résisté à la crise ? Ne serait-elle pas, au contraire, garrottée par ses créanciers ?

Vingt ans après Maastricht, l'Europe s'offre donc une crise sans précédent puisqu'aux déboires économiques et financiers s'ajoute un envahissant sentiment de défiance. Pour dissiper ce malaise, devons-nous effectuer **le** « grand saut fédéral » ? Si oui, il faudra persuader les Français qu'il s'agit de la seule décision salvatrice. Il y a du travail.

172.0.2797303007

## La grave erreur de la Banque centrale européenne

Pascal Salin

13 septembre 2012

[Le Figaro](#)

Français

(c) Copyright 2012 Le Figaro.

L'auteur, professeur émérite à l'université Paris-Dauphine, estime que l'institution a outrepassé son devoir

en facilitant la création monétaire, et donc l'inflation. Mario Draghi a annoncé le 6 septembre que la Banque centrale européenne (BCE) - dont il est le président - était prête à acheter sans limites les dettes souveraines des pays de l'eurozone qui éprouvent des difficultés de financement. Cette décision a été très largement approuvée et la hausse des marchés financiers a semblé ratifier cette satisfaction générale. Pourtant, cette décision mérite de figurer parmi les événements les plus désastreux de l'histoire monétaire européenne, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, elle représente évidemment une création monétaire supplémentaire, et donc une augmentation de l'inflation. Or l'inflation est toujours mauvaise, d'une part, parce qu'elle diminue le pouvoir d'achat de la monnaie, et, d'autre part, parce qu'elle crée des incertitudes qui rendent plus difficiles les calculs économiques des individus et des entreprises. On peut d'ailleurs considérer qu'elle constitue un vol déguisé, puisqu'elle diminue de manière imprévue la valeur réelle des créances libellées en valeur nominale. C'est d'ailleurs cet effet qui est peut-être implicitement attendu de la part des autorités publiques et monétaires. Ainsi, la charge réelle de sa dette pour le gouvernement grec est réduite par l'inflation. Mais c'est dire que cet allègement est effectué aux dépens des détenteurs d'euros. Ce processus est exactement équivalent à celui qui aurait consisté à prélever un impôt sur les citoyens de l'eurozone pour en remettre le produit au gouvernement grec. Mais cette dernière méthode de prélèvement aurait évidemment rencontré des réticences. Comme toujours, les autorités publiques préfèrent ce qui ne se voit pas à ce qui se voit. Mais le vol n'est pas moins un vol parce qu'il est peu visible. On y ajoute seulement la tromperie...

C'est l'excès de création monétaire - et sa contrepartie, la distribution de crédits factices ne correspondant pas à une épargne réelle - qui a été à l'origine de la crise financière récente. Alors que la Fed, banque centrale américaine, maintient une politique folle de création monétaire, il est regrettable que la BCE ajoute sa contribution à ce processus destructeur.

La décision de la Banque centrale européenne constitue par ailleurs un appel à l'irresponsabilité puisqu'elle donne à tous les gouvernements de l'eurozone le signal suivant : « Si vous voulez financer des dépenses excessives et démagogiques par des déficits budgétaires, n'ayez aucune crainte : les citoyens des pays dont les gouvernements sont plus raisonnables viendront à votre secours. » La responsabilité - c'est-à-dire le fait de supporter soi-même les conséquences de ses actes - reste encore largement - et heureusement - la règle d'action des personnes privées. Elle est malheureusement très généralement oubliée par les autorités publiques. Ce devrait être la responsabilité du gouvernement grec que de résoudre lui-même ses difficultés budgétaires dues à la mauvaise gestion passée.

Lors de la création de l'euro, on soulignait volontiers que la BCE serait indépendante. Certes, l'indépendance par rapport aux pouvoirs politiques est souhaitable. Mais on voit bien maintenant - comme on pouvait le prévoir - que les dirigeants de la BCE subissent en fait les pressions des autorités politiques. Par ailleurs, l'indépendance n'est pas forcément la meilleure forme d'organisation de la gouvernance : on peut être indépendant pour faire de bonnes choses ou de mauvaises choses.

Ce qui est important, c'est qu'il existe un système de contrôle permettant d'empêcher les mauvaises décisions. Or, la Banque centrale européenne, indépendante, qui devait avoir pour but unique d'empêcher l'inflation et qui devait refuser la monétisation des titres de dette publique, ne respecte pas son mandat.

Le fait que les marchés financiers aient réagi positivement à la décision de la BCE ne doit pas conduire à penser que celle-ci a eu raison. En effet, cela traduit le fait qu'à court terme les risques de défaut, pour la Grèce ou pour des banques qui détiennent beaucoup de titres grecs, sont réduits. Mais par ailleurs, ils anticipent peut-être aussi l'inflation à venir, qui fera monter le prix nominal des actifs.

On a beaucoup spéculé au cours des mois récents sur « l'explosion de la zone euro ». Elle ne résoudrait en rien les problèmes actuels, qui sont des problèmes de mauvaise gestion budgétaire et non des problèmes monétaires. La zone euro pourrait parfaitement persister avec des pays qui se trouvent dans des conditions économiques très différentes. Mais il faudrait pour cela qu'on s'interdise de monétiser les dettes publiques, contrairement à ce qui a été décidé. Toujours est-il que, si l'on a surtout envisagé une sortie de la Grèce de l'eurozone, peut-être faut-il maintenant penser surtout à une sortie de l'Allemagne, dont les citoyens ne sont pas particulièrement satisfaits des arrangements actuels. Ce serait alors une manifestation claire que l'euro a été mal géré.

Les problèmes actuels sont des problèmes de mauvaise gestion budgétaire et non des problèmes monétaires

172.0.2779537902

Société du Figaro

### Der Kulturkampf wird abgesagt

FAZ 17.09.2012 · In einer Welt kalter Systeme kann Liebe zu einem Propheten ein Korrektiv sein - zu politischer Auseinandersetzung taugt sie nicht. Für Muslime in Europa ist es an der Zeit, einen Beitrag zu gesamtgesellschaftlichen Problemen zu leisten.

Von Eren Güvercin



© AP/John Minchillo/dapd Junge Musliminnen entzünden Kerzen für den getöteten amerikanischen Botschafter: Europäischen Muslimen ist Freund-Feind-Denken wesensfremd

Es ist wieder so weit. Die Islamisten greifen nach der Weltherrschaft, schreibt Richard Herzinger in der „Welt“. Die Kulturkämpfer auf beiden Seiten haben seit der Veröffentlichung eines Filmes über den Propheten Mohammed wieder Hochkonjunktur. Eigentlich nichts Neues, schon bei den Mohammed-Karikaturen waren die Scharfmacher hüben wie drüben aktiv.

Der Westen ist erschrocken über die Gewaltausbrüche in der islamischen Welt, aber auch die Mehrheit der Muslime lehnt jegliche Anwendung von Gewalt ab und distanziert sich von diesem Mob. Was aber alle Muslime eint, ist die Ablehnung dieses erniedrigenden und provozierenden Films.

Bundeskanzlerin Angela Merkel merkte an, der religiöse Fanatismus dürfe nicht überhandnehmen. Wie ist es aber mit dem antireligiösen Fanatismus? Für Europa sind nicht etwa die Gewaltexzesse bei den Protesten das eigentlich Interessante, sondern eine andere Seite der Muslime, nämlich ihre Liebe zu ihrem Propheten. Für den westlich-säkularen Menschen mag diese Liebe irrational klingen, aber es kann auch ein durchaus sympathisches Korrektiv sein in einer Welt, die von kalten Systemen geprägt ist.

#### Von politischen Brandreden bestimmt

Die in Europa geborenen Muslime fühlen sich als Europäer, und auch sie lieben ihren Propheten. Der Kampf der Kulturen, der jetzt wieder von vielen heraufbeschworen wird, macht nach wie vor keinen Sinn. Auch wenn es in Europa Akteure gibt, welche die Zugehörigkeit des Islams zu Europa anzweifeln oder leugnen. Das erinnert uns Europäer an un gute Zeiten des europäischen Rassismus, der schon überwunden zu sein schien.

Uns europäischen Muslimen ist jegliche Form von Freund-Feind-Denken wesensfremd, daher scheint es den ideologischen Gegnern des Islams wichtig zu sein, die Trennlinie zwischen einer islamisch-traditionellen Lebenspraxis und einem islamischen Modernismus im Sinne einer ideologischen Parteilung aufzulösen. Denn der islamische Modernismus, der verschiedenen gewalttätigen Organisationen geprägt hat, lebt durch dieses Freund-Feind-Denken. In der Debatte um den politischen Islam geht unter, dass sich insbesondere Muslime kritisch und wehrhaft mit den Ideologen aus dem eigenen Lager auseinandersetzen.

Wie der französische Soziologe und Politikwissenschaftler Gilles Kepel herausarbeitete, stellt die unheilvolle Reduktion des Islams auf eine politische Bewegung ein sehr junges Phänomen dar. Die Konfrontation mit einem wirtschaftlich und militärisch übermächtigen Westen führte ab dem 19. Jahrhundert dazu, dass sich in der islamischen Welt Ideologien bildeten, die den westlichen Ideologien ebenbürtig waren. Mit dieser Konfrontation entstanden als muslimische Reaktion eigene ideologische Strömungen, und der Islam wurde nun von politischen Brandreden gegen den Feind bestimmt.

## Eine kranke Mischform

Wenn man sich Chefideologen und Vordenker wie Sayyid Qutb oder Maududi anschaut, auf die sich heutige Islamisten jeglicher Couleur berufen, so waren diese keine klassischen islamischen Gelehrten, sondern Journalisten, Naturwissenschaftler oder Ingenieure. Auch heute sind die führenden Köpfe ideologierter Muslime oft Ingenieure und Naturwissenschaftler ohne eine theologische Kompetenz. Sie treten mit einem naturwissenschaftlich-technischen Denken an den Islam heran und bedienen sich aus dem Koran wie aus einem Werkzeugkasten.

Der moderne Islamismus wird deswegen zum Problem, weil er eine kranke Mischform zwischen westlich-politischem Denken und Islam darstellt. Der französische Islamwissenschaftler Olivier Roy betont zu Recht, dass der Modus operandi und die Organisationsform von Al Qaida etwa, das zentrale Feindbild des amerikanischen Imperialismus, wie auch die auf junge, im Westen ausgebildete Muslime und auf Konvertiten ausgerichtete Rekrutierungspraxis darauf hinwies, dass Al Qaida nicht etwa ein Ausdruck eines traditionellen, ja nicht einmal eines fundamentalistischen Islams sei. Es sei vielmehr eine neue Auffassung des Islams im Kleid westlicher, revolutionärer Ideologien.

## Zeit, zu agieren

Der lautstarke Mob, der westliche Botschaften niederbrennt, ist genau von dieser Ideologie geprägt, nämlich von einer Ideologie, die durch das „Islam gegen den Westen“-Konzept geprägt ist. Dschamal ad-Din al-Afghani, der als Vordenker der Salafisten gilt, hat diese grundlegende Idee des Islamismus geprägt, dass lokale Missstände und Kämpfe in Gesellschaften, die so verschieden sind wie Algerien und Indien, alle in Wirklichkeit Teil eines großen Kampfes zwischen zwei Mächten seien - dem Islam und dem Westen. Mit der Ausgestaltung dieser Idee legte er die Grundlage für den apokalyptischen Millenarismus, der die politischen islamistischen Bewegungen umtreibt.

Die Muslime in Europa sind angehalten, sich nicht unbewusst dieses Freund-Feind-Denken der Kulturkämpfer unterjubeln zu lassen. Vielmehr müssen wir uns als Muslime in Europa die Frage stellen, was wir der ganzen Gesellschaft anzubieten haben. Statt nur auf Entwicklungen von außen zu reagieren, ist es an der Zeit, zu agieren und einen Beitrag zu leisten für gesamtgesellschaftliche Probleme. Gerade in Zeiten der heftigsten Finanzkrise haben Muslime die Möglichkeit, einen Beitrag zu leisten, jenseits von Religionsunterricht und Kopftuch. Gerade der traditionelle Islam bietet Ansätze, um die Schere zwischen Arm und Reich zu verkleinern. Die Solidarität zu den Armen in Form der Zakat (Armenabgabe) - eine der fünf Säulen des Islam - ist nur ein Beispiel.

Die geopolitische Lage der Erde wandelt sich rasant. Die alten Feindbilder sind längst passé, es ist nicht mehr „Amerika“ oder „der Westen“ gegen den „Islam“. Das müssen wir den Kulturkämpfern auf beiden Seiten immer wieder klarmachen.

**Eren Güvercin** ist freier Journalist und Autor. Im April erschien im Herder Verlag sein Buch „Neo-Moslems. Porträt einer deutschen Generation“.

<http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/emnid-umfrage-mehrheit-der-deutschen-sieht-euro-kritisch-11893197.html>

---

## Emnid-Umfrage

### Mehrheit der Deutschen sieht Euro kritisch

FAZ 17.09.2012 · Eine Emnid-Umfrage zur Europäischen Union und dem Euro sorgt für Aufsehen: Demnach glauben fast zwei von drei Deutschen, dass ihre persönliche Lebenssituation mit der D-Mark heute besser wäre.





© dapd

Eine Mehrheit der Deutschen glaubt, dass es ihnen mit der alten D-Mark besser ginge.

Die Mehrheit der Deutschen ist der Auffassung, dass es ihnen mit der D-Mark heute besser ginge. Das geht aus einer Studie des Meinungsforschungsinstituts TNS Emnid im Auftrag der Bertelsmann-Stiftung hervor, die Anfang Juli 1001 Bundesbürger befragte. Demnach glauben fast zwei von drei Befragten (65 Prozent), dass ihre persönliche Lebenssituation mit der D-Mark heute „viel besser“ oder „etwas besser“ wäre.

Nur etwas mehr als die Hälfte der Deutschen (52 Prozent) sagt, dass sie von der EU persönlich eher Vorteile hätten. Ein knappes Drittel (32 Prozent) sieht eher Nachteile. „Wir beobachten derzeit nicht nur eine zunehmende Euro-Skepsis in Deutschland, sondern einen Wahrnehmungsriss durch ganz Europa“, sagte der neue Vorstandsvorsitzende der Bertelsmann-Stiftung, der ehemalige niederländische Arbeits- und Sozialminister Aart Jan de Geus.

Quelle: DPA/AP

## Debatte um Blasphemieverbot

### Manchen drohte gar eine Hinrichtung

FAZ 16.09.2012 · Gottes Ehre und die Lust an der Lästerung im Christentum: Der Ruf nach Blasphemieverboten in historischer Perspektive.

Von Gerd Schwerhoff



© dapd Demonstranten fordern die Freilassung des Mannes, der den pakistanischen Gouverneur und Gegner des Blasphemiegesetzes Salman Taseer ermordet hat

Jahrzehntelang führte der Paragraph 166 des Strafgesetzbuches ein Schattendasein. 1969 war im Zuge der Strafrechtsreform der Begriff der Lästerung Gottes aus diesem Paragraphen entfernt worden. Nun aber wird ein Blasphemieverbot wieder verstärkt eingefordert, vom Bamberger Erzbischof Schick ebenso wie von Martin Mosebach. Der Schriftsteller empfahl die Bestrafung von Gotteslästerungen gleichsam als Frischzellenkur für die moderne Kunst. Es sei für das soziale Klima förderlich, wenn „Blasphemie wieder gefährlich wird“.

Was ist Blasphemie? Im alttestamentarischen Judentum und im Islam, so Robert Spaemann in dieser Zeitung (F.A.Z. vom 26. Juli), werde die Ehre Gottes geschützt. Unter Strafe stehe die Beleidigung der göttlichen Person, eine Beleidigung, die Theokratien nur mit der Höchststrafe ahnden könnten, denn jede geringere Strafe sei selbst Gotteslästerung. Bei den duldsamen Christen bedürfe Gott dagegen keines Schutzes.

### Vom Teufel geholt

Mosebach ist in diesem Punkt offensiver, er sieht eine Pflicht jenes Staates, dessen Grundgesetz nach der Präambel auch auf Gott gebaut worden war, diesen vor Schmähungen zu bewahren. Damit steht er der alteuropäischen Tradition näher als Spaemann. Denn jahrhundertlang, vom Mittelalter bis ins achtzehnte Jahrhundert hinein, war der Schutz der göttlichen Ehre der Kern aller Gesetzesnormen gegen Blasphemie. Es war ein sehr menschlich gedachter Gott, dessen Ehre hier verteidigt wurde, ein Gott, der beschimpft und mit sexuellen Anspielungen herabgesetzt wurde und dessen Bilder mit Messern attackiert wurden, ein Gott umgekehrt, dessen Vergeltung die ganze Gemeinschaft zu vernichten drohte, wenn sie den Lästerer nicht entschlossen bestrafte.

Nicht selten, so erzählten die Exempel der Prediger, nahm der Schöpfer die Rache auch selbst in die Hand, so dass Lästerer mit blau gefärbter Zunge verendeten oder vom Teufel geholt wurden. Die Gesetze gegen Gotteslästerung prangerten dieses Vergehen tatsächlich als das schlimmste aller Verbrechen an und drohten mit Strafen bis zur Hinrichtung.

## Verbale Kraftmeiereien

Erst in der Aufklärung sollte sich das grundlegend wandeln. Revisionisten wie dem Naumburger Juristen Adam Voigt erschien um 1800 die traditionelle anthropomorphe Gottesvorstellung als völlig unvereinbar „mit einer gereinigten philosophischen Erkenntnis von dem höchsten Wesen“. Der Zorn über eine Beleidigung trage Züge einer irdischen Natur und sei mit der unendlichen Größe Gottes unvereinbar. Die Vorstellung eines rechtlichen Ehrschutzes für den Schöpfer, so die Konsequenz dieses Arguments, ist selbst blasphemisch, insofern sie dessen Allmacht und Unermesslichkeit in Frage stellt. Was Spaemann als genuin christlich versteht, ist historisch mithin die Frucht einer Entzauberung der Welt.

Jahrhundertlang waren blasphemische Schwüre, Flüche und Lästerungen allerdings Teil des Alltags. Dabei kam die Herabsetzung vorwiegend nicht von Außenstehenden, es handelte sich um eine innerchristliche Angelegenheit. Gelästert und geflucht wurde vor allem unter Männern, mit Vorliebe im Wirtshaus oder beim Spiel. Oft handelte es sich um verbale Kraftmeiereien im Kontext von gewalttätigen Auseinandersetzungen, bei denen das Heilige oft nur beiläufiges Objekt war, dessen Herabsetzung das menschliche Gegenüber beeindrucken sollte.

## Nachsichtige Bestrafung

Wörtlich wollten die Akteure dabei nicht verstanden werden. Fassungslos etwa reagierte ein Mann, der 1516 von der spanischen Inquisition wegen eines drastischen blasphemischen Schwurs („Gott ist nichts!“) angeklagt wurde: Niemand könne seinem Ausdruck von Ärger doch ernsthaft unterschieben, er leugne die Existenz Gottes.

Interessant ist, dass die Lästere vielfach mit derartigen Argumenten vor Gericht Gehör fanden. Die gesetzliche Differenzierung zwischen hochstrafwürdigen Lästerungen mit Vorsatz und solchen, die den Sprechern im Zorn oder unter Alkoholeinfluss lediglich „versehentlich“ unterlaufen seien, schuf die vielfach genutzte Möglichkeit für nachsichtige Bestrafung. Nur in eher seltenen Fällen deuteten die Lästerungen auf tiefsitzenden Unglauben hin.

## Grenzmarkierung gegenüber dem Anderen

Dabei waren es nicht nur kleine Leute, die einen rauen Umgang mit dem Heiligen pflegten. Wenig ehrerbietig gingen schon mittelalterliche Mönche mit ihren Schutzheiligen um, wenn diese die Ernte- und Witterungserwartungen nicht erfüllten, indem sie sie kurzerhand liturgischen Strafen unterwarfen. Drastischer noch war die Schmähung und Zerstörung von Heiligenbildern, Marienstatuen und Kruzifixen durch Landsknechte, die damit die Schutzheiligen ihrer Feinde treffen wollten - um anschließend den eigenen Schutzpatronen fromm Reverenz zu erweisen.

Blasphemie, so zeigt sich hier, konnte sich nicht nur gegen die eigenen Autoritäten richten, sondern gleichfalls zur Grenzmarkierung gegenüber dem Anderen benutzt werden. Einen Höhepunkt erreichte die Schmähkultur folgerichtig in der Epoche von Reformation und Konfessionalisierung. Gegen die protestantische Karikierung des römischen Bischofs als fabulöses Ungeheuer („Papstesel“) und Antichristen verblassten alle Anwürfe der „Titanic“, und die Anhänger des alten Bekenntnisses zahlten mit ähnlicher Münze zurück.

## Wechselseitige Schmähungen

Natürlich wurden bereits damals auch Grenzkonflikte zwischen den Religionen mittels Blasphemien ausgetragen, wie das Paradebeispiel der jüdisch-christlichen Beziehungen zeigt. Nach christlicher Überlieferung (Mt. 26, 63-66; Mk. 14, 61-64) bezichtigte der Hohepriester Kaiphas den Messias selbst der Gotteslästerung, als dieser sich zu erkennen gab, und zerriss seine Kleidung. Dabei fiel der Vorwurf der Blasphemie nach Auffassung der christlichen Exegeten auf die Juden selbst zurück. Ein „böses, gotteslästerliches Volk“ nannte sie Martin Luther 1543. Sie schändeten den Namen Jesu, hießen Maria eine Hure und fluchten allen Christen. Der Vorwurf der Gotteslästerung gehörte zu den gängigen antijüdischen Stereotypen des späten Mittelalters und der Frühen Neuzeit.

Insbesondere die Gottesmutter und die seltsame Erzählung von der jungfräulichen Empfängnis waren tatsächlich Zielscheiben jüdischen Spotts. Die Christen ihrerseits konnten die jüdische Minderheit offen mit entehrenden Worten und Bildern traktieren. Zahlreich waren etwa die Abbildungen und Skulpturen der „Judensau“, bei der Juden in obszönen Stellungen mit einem Schwein gezeigt wurden. Das Verhältnis zwischen Christen und Juden war mithin auch von wechselseitigen Schmähungen geprägt, aber nur die christliche Seite konnte die religiöse Minderheit kriminalisieren.

## Schärfere Ahndung von Lästerungen

Auch heute noch werden vielerorts in der Welt mit der Anklage gegen vermeintliche Blasphemiker religiöse Hegemonieansprüche markiert. So schützen die strikten Antiblasphemiegesetze in Pakistan nominell alle religiösen Bekenntnisse, faktisch aber öffnen sie willkürlichen muslimischen Denunziationen gegen Christen und andere Minderheiten Tür und Tor. Der Vorwurf der Gotteslästerung ist leicht zu erheben, aber schwer zu widerlegen.

In der modernen westlichen Welt scheinen die Hauptkonfliktlinien nicht mehr zwischen den religiösen Bekenntnissen zu verlaufen, sondern zwischen den Religionen und dem Lager der Säkularen. Darauf könnte jedenfalls die große Koalition zwischen Befürwortern einer schärferen Ahndung von Lästerungen bei den Muslimen und bei den Christen hindeuten. Doch ist vor einer vorschnellen Gleichsetzung zu warnen. Immer noch scheint es eine deutliche Differenz zwischen Lästerungen innerhalb der christlich geprägten Gesellschaften und der interkulturellen Ebene zu geben.

## Ein Grenzkonflikt alten Typs

Obwohl sich die Geltungsansprüche der christlichen Bekenntnisse stark abgeschwächt haben, zielen „innerchristliche“ Lästerungen in den meisten Fällen immer noch darauf, diese Ansprüche mit polemischen Mitteln zu unterhöhlen. Sie richten sich gegen religiöse Autoritäten - kein Zufall, dass der Papst das bevorzugte Objekt lästerlicher Worte und Bilder bleibt. Historisch betrachtet sind derartige Blasphemien, es sei Mosebach zum Trost gesagt, Zeichen der Lebendigkeit des religiösen Geltungsanspruchs. So gleichgültig, wie er behauptet, kann das Christentum den Menschen nicht sein, wenn es der Lästerung wert ist.

Anders stellt sich die blasphemische Bruchlinie zwischen der muslimischen und der westlich-säkularen Welt dar. Mag es in den Augen eines westlichen Liberalen keinen Unterschied machen, ob er den Propheten Mohammed oder die Jungfrau Maria verspottet, um sich gleichermaßen gegen eine religiöse Autoritätszumutung zur Wehr zu setzen und die Meinungsfreiheit demonstrativ zu verteidigen, so wird der blasphemische Akt von islamischer Seite offenbar eher als Ausdruck eines interreligiösen bzw. interkulturellen Grenzkonflikts alten Typs wahrgenommen.

Es ist nicht Willfährigkeit oder Schwäche gegenüber den Muslimen, wenn man diese Empfindlichkeiten ernst nimmt und versucht, aus der Logik der kulturellen Konfrontation auszubrechen. Dabei sollte die Mahnung durchaus auch in Richtung des Islam gehen, die eigene Tradition einer Ambiguitätstoleranz zu entdecken, die im Zuge seiner neuzeitlichen Dogmatisierung verloren gegangen ist (Thomas Bauer). Das Strafrecht aber dürfte immer das falsche Instrument zur Konfliktbeilegung sein.

**Gerd Schwerhoff** lehrt Geschichte der Frühen Neuzeit an der TU Dresden.

## Europe — taboo subject for François Hollande

17 September 2012

[Le Monde](#) Paris



“Wait, I haven't turned it on!” François Hollande: “It doesn't look all that hard.”

### Deligne

**Ever since his election, François Hollande has hardly mentioned Europe. Embarrassed by left-wing bickering over the ratification of the fiscal compact, France's new president also knows that voters tend to turn against the EU in times of crisis. A *Le Monde* columnist warns that he will nevertheless have to consult the French people on the subject one day.**

[Arnaud Leparmentier](#)

Always think of it, never talk of it. In France, Europe, like Alsace-Lorraine between 1870 and 1918, has become a taboo subject that cannot be mentioned to the French population. Not surprisingly then, in his September 9 interview on the TF1 television channel, François Hollande was careful to avoid any discussion of Europe when he presented his “agenda for recovery” by 2014, in which is supposed to map out the way ahead for the first half of his five-year mandate.

This silence notwithstanding, the European agenda is nonetheless dictating the actions of the French president. The euro is still in trouble, and so too is France. If the crisis worsens, the country could, like Italy, find itself under attack on financial markets. But even if the crisis abates, it could still suffer the same fate as Italy, when the markets discover that France is no healthier than its southern neighbour, which is still Europe's second industrial power.

If the president is dodging the subject of Europe, it is because Europe has been unable to establish a political outlook. This is in marked contrast to the previous socialist president François Mitterrand, who after two years of economic false starts chose austerity in 1983. Europe rather than socialism: François Mitterrand established a policy with a dual outlook, both French and European. With the intention, according to the Treaty of Rome, to forge “an ever closer union between European peoples”, Europe was a utopia, but a utopia with concrete consequences that would enable France to modernise.

### Schröder-like touches

It was on this basis that in 1986, the Single European Act established the horizon of a single market by 1992. After this, the Maastricht Treaty paved the way for the euro, which was to be created at the earliest by 1997, and no later than 1999, and forced candidate countries to comply with economic convergence criteria.

This countdown method, which also helped organise enlargement to Eastern European countries in 2004, is obsolete. Europe has been decimated by its failures and by its legitimacy crisis, enacted in 2005 by the French and Dutch double “no” to the European Constitution. The euro crisis, which attests to what is at the very least Europe’s provisional incapacity to protect its peoples and ensure their prosperity, has only served to confirm their distrust.

A parrying manoeuvre for François Hollande could be to seek inspiration from the most recent attempt to establish a European utopia, the so-called Lisbon Agenda. Launched in 2000 at the height of the Internet boom, the agenda aimed to transform Europe into "the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world" by 2010. The goal was to overtake the American superpower. However, no binding constraints were set for the agenda, and it fell apart. The only notable exception was in Germany where, in 2002, Chancellor Gerhard Schröder decided to nationalise Lisbon’s aspirations when he launched Germany’s own 2010 agenda, without Europe. Its success is common knowledge.

Can François Hollande follow the same path? [His intervention on TF1 had a lot of Schröder-like touches.](#) However, the German chancellor set his sights on a long-term objective that was the subject of a national consensus: to restore German competitiveness and make the country an industrial exports champion. François Hollande is not in this situation. He has no legitimate long-term project, which is why his argument is weak.

The French president has therefore presented his agenda for reform as a two-year hiatus, an ordeal that will result in “greater social solidarity”. However, nothing was said about France’s future in Europe and the global economy. In the crisis, most of the countries in difficulty either willingly or unwillingly adopt the German model for reform. And this is the choice that has been made for France.

## Politics of the unsaid

This is the analysis put forward by former French prime minister Jean-Pierre Raffarin. “A time will come when the French people will be asked to choose between the Pyrenees and the Rhine, to be like the Germans or the Spanish,” remarked the UMP senator for Vienne. Back in January, alignment with Germany temporarily became the main theme of Nicolas Sarkozy’s presidential campaign. Having ridiculed what he termed Berlin’s sacrificial policy, he then made it the model to be followed. The argument, however, was quickly jettisoned due to its mixed impact on voters. It remains an even more difficult sales pitch for a left-wing president.

In this context, François Hollande is engaged in a politics of the unsaid, in both national and European terms. On the European side, the president is hoping the union will clear the obstacle course it faces, with its litany of bailouts, elections and constitutional rulings, so that investors will finally return to Southern Europe. He is hoping that this European respite will enable him to recover a little national room for manoeuvre in which to successfully implement his two-year agenda.

Only then will Europe become a defensible horizon: when it has proved its effectiveness by overcoming the crisis. Then it will be time to reflect on renewed legitimisation of the European project by Europe’s populations. The French are terrified that the experience of the European referenda will be repeated. But the question will inevitably have to be put to the people again, when the rules have changed to the point where the German authorities have no other choice but to consult their country’s population.

Translated from the French by **Mark McGovern**

## On the web

- [Original article at Le Monde](#) fr
- [Le Figaro editorial €](#) fr
- [Le Figaro article](#) fr

## France has fallen out of love with Europe



According to [a poll published by \*Le Figaro\*](#), 64% of the French electorate would today vote against the Maastricht Treaty. The Paris daily comments on the French people's "disenchantment" with Europe, terming the poll a "cautionary statement" –

Who is to blame? The leaders, both right and left. And what do they say? Firstly, that Europe goes without saying, and those who aren't convinced are simpletons who should be forced to accept it willingly or unwillingly. Next, that to be part of a community with a common destiny and common interests, France is obliged to make efforts that could be avoided were it not for Europe. A fatal mistake. Presented like this, Europe can only be a repoussoir, and that is exactly what it has become.

Nonetheless, notes *Le Figaro* –

The French do not mind being paradoxical, and they have not thrown everything overboard. They are still in favour of the principle of a European political union: 47% (as opposed to 27% against) believe that it is in the country's interest to continue its association with the European political grouping. [...] The French therefore do not want to backpedal, but are even less open to acceleration or enlargement.

The conservative daily calls on the French people to reflect on their European destiny rather than calling Europe into question –

[They] should not delude themselves, and would do well to reflect on the nature of their europhobia, which holds a mirror up to them.

## Europe, l'horizon interdit

Y penser toujours, n'en parler jamais. Il en va en France de l'Europe comme de l'Alsace et de la Lorraine entre 1870 et 1918. Le sujet est tabou et il convient de ne pas en dire un mot à la population française. Ainsi, François Hollande a soigneusement évité de parler d'Europe lorsqu'il a présenté, le 9 septembre sur TF1, son « *agenda du redressement* » 2014, censé fixer le cap de la première partie de son quinquennat.

Pourtant, c'est bien l'agenda européen qui dicte l'action du président de la République. L'euro est en sursis, la France aussi. Que la crise s'aggrave, et elle pourrait subir le sort de l'Italie attaquée par les marchés financiers. Qu'elle se calme, et elle pourrait aussi subir le sort de l'Italie, les marchés découvrant que la santé économique de l'Hexagone n'a rien à envier à celle de la Péninsule, deuxième puissance industrielle du continent.

Si le président esquive le sujet de l'Europe, c'est que celle-ci est incapable de constituer un horizon politique. Le contraste est singulier avec François Mitterrand, qui choisit en 1983, après deux années d'errements économiques, le tournant de la rigueur. L'Europe plutôt que le socialisme : François Mitterrand ancre alors sa politique dans un double horizon, français et européen.

Censée selon le traité de Rome forger une « *union sans cesse plus étroite entre les peuples européens* », l'Europe était une utopie, mais une utopie aux conséquences bien concrètes, qui devait permettre à la France de se moderniser. Ainsi, en 1986, l'acte unique fixe pour horizon la réalisation du grand marché en 1992. Ensuite, le traité de Maastricht lance la marche vers l'euro, qui doit être créé au mieux en 1997, au plus tard en 1999, et force les pays candidats à faire converger leurs politiques économiques.

Cette méthode du compte à rebours, qui permit aussi d'organiser l'élargissement aux pays de l'Est en 2004, est caduque. L'Europe s'est fracassée sur ses échecs et sur sa crise de légitimité, actée en 2005 par le double non des Français et des Néerlandais à la Constitution européenne. La crise de l'euro, qui atteste de l'incapacité au moins provisoire de l'Europe à protéger les peuples et leur assurer la prospérité, n'a fait que confirmer cette défiance.

Une parade, pour François Hollande, consisterait à s'inspirer de la dernière tentative d'utopie européenne, l'agenda dit de Lisbonne. Lancé en 2000 en pleine bulle Internet, cet agenda devait faire de l'Europe « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » d'ici à 2010. Il s'agissait de dépasser l'hyperpuissance américaine. Aucune contrainte ne fut fixée, et l'affaire partit à vau-l'eau. A l'exception notable du chancelier allemand Gerhard Schröder qui décida, en 2002, de nationaliser l'ambition de Lisbonne en lançant son propre agenda 2010. Sans l'Europe. En Allemand, mais avec le succès que l'on sait.

François Hollande peut-il suivre sa voie ? Son intervention sur TF1 avait des accents schrödériens. Toutefois, le chancelier affichait un objectif de long terme unanimement partagé dans son pays : restaurer la compétitivité de l'Allemagne, pour en refaire une championne industrielle et exportatrice.

François Hollande n'est pas dans cette situation. Il n'a pas de projet légitime de long terme qu'il puisse revendiquer, ce qui explique la faiblesse de son discours. Le président présente donc son agenda de réforme comme une parenthèse de deux ans, un moment dur à passer, qui permettra ensuite d'avoir « *une société plus solidaire* ». Mais rien n'est dit sur l'avenir de la France dans l'Europe et la mondialisation. Dans la crise, la plupart des pays en difficulté adoptent le modèle de réformes à l'allemande. Librement ou contraints. Et ce choix vaudra pour la France.

C'est l'analyse de l'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin. « *A un moment, on demandera aux Français de choisir entre les Pyrénées et le Rhin, d'être comme les Allemands ou les Espagnols* », assure le sénateur UMP de la Vienne. L'alignement sur l'Allemagne fut en janvier l'axe éphémère de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Après avoir brocardé la politique qu'il jugeait sacrificielle de Berlin, il en fit un modèle à



copier. L'argument fut vite abandonné, en raison de son effet plus que mitigé sur les intentions de vote. Il est encore plus difficilement vendable pour un président de gauche.

Dans ce contexte, François Hollande est dans le non-dit, tant sur le plan national qu'europpéen. Côté européen, le président espère que l'Union franchira la course d'obstacles qui est devant elle, avec sa litanie de plans de sauvetage, d'élections et de verdict constitutionnels, permettant *in fine* aux investisseurs de reprendre le chemin du sud de l'Europe. Il espère que ce répit européen lui permettra de récupérer une petite marge de manoeuvre nationale pour mener à bien son agenda de deux ans.

Ce n'est qu'après que l'Europe pourra devenir un horizon défendable : lorsqu'elle aura fait la preuve de son efficacité, en surmontant la crise. Il sera alors temps de réfléchir à une nouvelle légitimation du projet par les populations. Les Français ont la hantise de réitérer l'expérience des référendums européens. Mais la question redeviendra inéluctable, lorsque les règles auront tant évolué que les autorités allemandes n'auront d'autre choix que de consulter leur population.

## Pourquoi la survie de l'euro reste problématique

Par Henri Lepage le lundi 10 septembre 2012, 16:31 - [Note de synthèse](#) - [Lien permanent](#)



*Mario Draghi a oublié de préciser qu'"illimité" ne veut pas nécessairement dire sans limite.*

Le problème n'est plus de savoir s'il faut ou non sauver l'euro, s'il faut ou non sortir de l'euro, pourquoi, pour quoi faire. Les coûts ne peuvent en être que colossaux. Mais le coût de conserver l'euro à tout prix serait non moins colossal. Quoi qu'il se passe, quelle que soit l'issue qui se dessine, la note sera très salée, tant économiquement que politiquement.

La vraie question est de savoir si finalement l'euro - dans sa forme actuelle (zone euro) - arrivera à tenir et à survivre, ou si au contraire il est condamné à éclater. D'un côté il y a la volonté déterminée des hommes politiques de sauvegarder l'euro à tout prix. Mais de l'autre, il faut admettre que l'euro est assis sur un édifice, le système européen de paiement, totalement pervers, mal connu, et qui, pour l'instant, dans le cadre des réponses actuelles à la crise (notamment la politique de la BCE), ne fait que reproduire et entretenir des déséquilibres qui, à force de grandir et de s'accumuler, conduisent inéluctablement à l'éclatement.

### *La stratégie de « la soudure » par la BCE*

Ces dysfonctionnements, inscrits au cœur même du mode de fonctionnement de l'Union monétaire, ont été abondamment décrit par un auteur allemand, Hans Werner Sinn, l'économiste – et président – de l'IFO à Munich. Ses analyses (1) sont violemment contestées par les autorités de la BCE. On ne saurait trop s'en étonner car en admettre le bien-fondé reviendrait à reconnaître qu'elles ont commis dès le départ une faute grave, une erreur gravissime. Il en va de même des hommes politiques qui ont fondé leur carrière sur une vision "à la Monnet" de la construction européenne.. Il est normal que tous ces gens ne voient de solution que dans un nouveau "saut fédéral", en continuité avec les étapes précédentes de l'aventure européenne. Tout autre projet reviendrait pour eux à se renier, et donc à perdre la face.

Il est possible que cela marche, et que l'émergence d'une Europe ressemblant davantage à une véritable fédération sauve définitivement l'euro. Ce n'est pas impossible. Cependant cette réponse néglige la dimension "temps" et les contraintes que celle-ci nous impose. On ne change pas les traités européens du jour au lendemain, même en période d'urgence. Les procédures de révision demandent du temps, beaucoup de temps. Tout ce qui est prévu, même les "Eurobonds", ne peut être mis en place en quelques mois. Avant que les mécanismes de solidarité et de contrôle deviennent opérationnels, il faut pouvoir tenir - et c'est la BCE qui est, de facto, chargée d'assurer la soudure.

Comment ? Par sa politique de monétisation des dettes nationales (dont Mario Draghi vient d'affirmer qu'il s'agira désormais d'un soutien « illimité »). Celle-ci revient à faire jouer la solidarité financière intra-européenne sans le dire, et surtout sans mandat ni contrôle politique explicite, en attendant que les mécanismes institutionnels prévus à cet effet se mettent en place, qu'ils prennent le relais et redonnent, au moins officiellement, la parole aux responsables politiques. Tout se passe comme si la BCE se substituait temporairement au pouvoir politique fédéral qui n'existe pas encore, en anticipant en quelque sorte sur les politiques que celui-ci devrait mettre en oeuvre.

La grande interrogation est de savoir pendant combien de temps la BCE peut effectivement continuer cette politique. Peut-elle réussir la soudure ? Le dispositif actuellement en place peut-il tenir jusqu'au moment où les effets attendus des réformes structurelles, de la mise en place des nouvelles institutions budgétaires et

financières fédérales, et enfin du retour d'une certaine croissance, permettront enfin d'entrevoir la fin du tunnel avec le retour d'un cycle vertueux de désendettement ?

Il y a malheureusement de fortes chances que "ça ne passe pas".

### *Monétisation et stérilisation*

La BCE dément que sa politique de refinancement de la dette des pays méditerranéens revienne à faire véritablement de la "monétisation". Elle s'oppose à tous ceux qui annoncent que son action actuelle se paiera par le retour de l'inflation, et même d'une véritable "hyper inflation" dont on sait que ce fut toujours le lot de tous les pays qui se sont livrés à ce genre de pratique.

En un sens, la BCE a raison. La politique de rachat quasiment à guichet ouvert des dettes grecques, espagnoles, portugaises ne s'accompagne d'aucune croissance immodérée de la masse monétaire européenne. Au contraire même, la croissance de la masse monétaire de l'eurozone depuis l'accident de 2007 reste insuffisante par rapport à son trend de longue période, comme le souligne l'économiste américain Steve Hanke – ce qui s'accompagne d'un effet déflationniste sur la conjoncture européenne. L'excès de rigueur de la réponse monétaire européenne depuis le grand choc de la crise financière serait ainsi responsable de la langueur de la reprise économique qui a suivi la récession de 2009, et notamment de l'ampleur de la « dépression » - n'ayons pas peur du mot - qui s'installe dans les pays les plus touchés par la crise de la dette.

Ce paradoxe est lié aux particularités institutionnelles du système de paiements intraeuropéens (Target) mis en place dès le début de l'Union monétaire. Il ne faut pas oublier que la BCE est une structure fédérale. Les décisions concernant l'évolution monétaire pour l'ensemble de l'Eurozone sont prises à Francfort mais, concrètement, tout passe par les banques centrales nationales qui n'ont pas cessé d'exister. C'est à leur niveau que se font toutes les transactions. Elles ne sont pas de simples succursales, elles conservent certaines libertés d'initiatives, en principe très encadrées, mais néanmoins non négligeables, avec une aire d'autonomie qui, actuellement, tend plutôt à s'élargir du fait des difficultés (par exemple pour la définition des "collatéraux", ou encore pour déclencher le mécanisme des interventions d'urgence dont ont clairement abusé l'Irlande, puis la Grèce).

Lorsque la BCE élargit sa politique de rachat de titres espagnols, en fait c'est la banque centrale espagnole qui intervient. Elle rachète du papier dont la contrepartie en monnaie banque centrale est créditée sur les comptes des banques commerciales nationales qui les lui ont apporté. Cette création d'argent liquide vient gonfler la masse monétaire en circulation en Espagne. Cependant, dans les circonstances présentes cet argent a toutes chances de ne pas rester dans le pays. Par exemple, s'il sert au rachat de titres de la dette publique espagnole détenus par des étrangers, qui vont immédiatement en rapatrier le montant. Ou s'il est utilisé par des entreprises ibériques pour assurer le paiement d'importations, et donc le réglé du déficit commercial du pays. Quelle que soit la nature des transactions en cause, il y a fort à parier que la plus grande part de cet argent va se retrouver dans des comptes bancaires situés en Allemagne (ou dans les autres pays du nord de la zone euro, comme par exemple les Pays-Bas). Arrivé Outre-Rhin, cet argent s'ajoute à l'énorme flux de liquidités qui, depuis l'an dernier, quitte la péninsule ibérique et l'Italie (rapatriement par exemple des énormes capitaux investis en Espagne lors de la première période de l'histoire de la zone euro). Gavées de liquidités – au point qu'elles en laissent une bonne part en dépôt à la banque centrale - les banques allemandes n'ont plus besoin de recourir aux facilités de refinancement de crédits que leur offre la Bundesbank pour satisfaire les demandes de crédit qui leur sont adressées par les entreprises du pays.

Résultat de l'opération : la part des prêts à l'économie allemande dans le bilan de la Bundesbank diminue, et cet afflux d'argent créé à l'origine en Espagne, par la banque centrale espagnole, pour répondre aux besoins de l'économie et de l'Etat espagnol et leur éviter une crise de liquidités, déclenche un processus de réduction de l'alimentation de l'économie allemande en monnaie banque centrale émise par la Bundesbank. Au final, l'accroissement de la création monétaire obtenue en Espagne par le recours aux opérations de rachats de titres de la dette publique désormais autorisées par les instances dirigeants de la BCE se trouve compensé par une destruction de monnaie de base équivalente en Allemagne (pas nécessairement à l'euro près, mais la compensation sur plusieurs années, depuis 2007, est presque parfaite).

Au total, la BCE répond aux appels au secours des pays du Sud, sans pour autant porter atteinte à ses objectifs monétaires globaux au niveau de la zone euro. Le seul changement est dans l'origine géographique de la croissance monétaire européenne : aujourd'hui plus de 90 % de la création monétaire provient des pays membres méditerranéens, chiffre qui n'a rien à voir avec leur part dans l'activité économique de l'ensemble. La BCE peut être contente. C'est presque miraculeux : elle "monétise" la dette des pays endettés, mais cette création monétaire supplémentaire se trouve "stérilisée" par la destruction de monnaie de base qui intervient de manière concomitante en Allemagne. Alors, pourquoi ne pas continuer ? C'est ce qui vient d'être décidé.

### *Une course contre le temps*

La BCE a donc raison : sa politique n'est pas "inflationniste". Elle peut même se féliciter de ce que ces mouvements de liquidités - qui, rappelons-le, tiennent à la règle de liberté absolue des mouvements de capitaux au sein de la zone - entretiennent une pression déflationniste dans les pays du sud (où l'écart déficitaire entre le trend et l'évolution monétaire actuelle est particulièrement important) et, au contraire, génèrent des pressions plutôt inflationnistes en Allemagne (où l'augmentation de la masse monétaire est aujourd'hui un peu plus rapide que le trend) ; ce qui permet d'espérer un rééquilibrage progressif des prix et salaires relatifs entre les deux zones, et donc une atténuation de l'intensité de la crise de compétitivité et de balances des paiements interne à l'euroland. Il suffit donc, semble-t-il, d'attendre, que les mesures d'ajustement structurel imposées aux pays en crise redonnent de la croissance en réinsufflant de la flexibilité là où il n'y en avait quasiment plus. Mais l'Europe aura-t-elle la possibilité d'attendre le temps que cette politique produise ses effets (à la louche 3 à 5 ans) ? Le mécanisme actuellement en place peut-il continuer à fonctionner aussi longtemps que l'Euroland en aura besoin ?

Il est permis d'en douter pour les raisons suivantes, de nature à la fois technique et politique.

La politique de monétisation de la dette du sud, stérilisée par les pays du nord, fonctionne apparemment fort bien, mais elle se heurte à des limites "physiques". Le mécanisme n'est pas inflationniste pour autant que l'Allemagne peut compenser en jouant sur son stock de crédits à l'économie refinançables. La destruction de monnaie est la contrepartie d'une réduction du stock de crédits à l'économie apparaissant au bilan de sa banque centrale, ce qui implique qu'elle ne peut continuer que pour autant que ce stock reste positif. Mais si ce stock diminue du fait que de moins en moins de crédits aux entreprises allemandes sont financés par appel au refinancement de la Bundesbank, et s'il diminue d'autant plus vite que les transferts en provenance du Sud augmentent à une vitesse de plus en plus vertigineuse d'une année sur l'autre (comme depuis le déclenchement de la crise d'août 2011), un problème va rapidement apparaître : que se passera-t-il lorsque ce stock sera épuisé ?

Jusqu'ici le processus de "stérilisation" a fonctionné ainsi de façon quasiment automatique. C'est la demande de monnaie banque centrale qui diminue au fur et à mesure de l'arrivée des liquidités en provenance des pays en crise de la dette. Pas besoin d'intervention consciente et planifiée des autorités monétaires. Mais si le stock de crédits refinançable est épuisé, le mécanisme s'arrête. Or c'est ce qui se passe depuis le début de cette année. Dans la première version de son étude sur les « balances Target », qui date d'avril 2011, Hans Werner Sinn, avait annoncé qu'au rythme des mouvements monétaires enregistrés à l'époque, ce point limite serait atteint quelque part aux alentours de la fin de l'année 2013. Mais c'était sans compter avec la tornade qui s'est déclenchée au début de l'été 2011 et qui a emporté aussi bien l'Italie que l'Espagne. Les transferts de monnaie en provenance des pays du Sud ont atteint une telle ampleur que non seulement le volume des balances Target accumulées par la Bundesbank dans la comptabilité de la BCE ont plus que doublé en moins d'un an, mais le stock de prêts refinançables est devenu négatif – avec près de deux ans d'avance sur l'échéance initialement calculée (2).

### *2014, date butoir ?*

Cela ne veut pas pour autant dire que le processus de stérilisation soit arrêté. Celui-ci peut se poursuivre, mais par d'autres moyens. Une solution serait par exemple que la Bundesbank vende une partie de ses réserves d'or et de devises déposées à la BCE (environ 200 milliards d'euros). Mais il est douteux que les autorités choisissent d'emblée une solution aussi radicale. L'autre voie consiste pour la banque centrale à s'endetter vis à vis du système bancaire, en vendant aux banques des titres de son portefeuille d'actifs dont le règlement, via le

compte de réserves entretenu par chaque établissement bancaire à la banque centrale, se traduit in fine par une opération de destruction de monnaie centrale. Mais là encore la capacité de stérilisation n'est pas illimitée. La manœuvre ne peut se poursuivre que pour autant que la banque centrale dispose d'un volume suffisant de titres en stock, et pas n'importe quels titres, de vrais et bons actifs, pas de ceux représentatifs d'une dette contractée par des institutions financières des pays méditerranéens en crise, ni même de pays dont les finances sont dans un « état limite », comme la France ou la Belgique. Personne n'en voudrait.

A la BCE, il n'existe aucun chiffre officiel qui permette facilement de faire le tri entre ces différentes catégories d'actifs. On ne peut que se livrer à des évaluations indirectes. Malgré la difficulté, c'est l'exercice auquel s'est livré le Professeur Larry White (le grand avocat de la « banque libre » aux côtés de Georges Selgin et Kelvin Dowd) . Résultat de ses calculs : la valeur globale des munitions détenues par la Banque centrale européenne serait de l'ordre de 450 milliards d'euros (3). Tel est le montant maximal des opérations de « monétisation » de dettes que la BCE peut entreprendre et qu'elle pourrait pleinement « stériliser ». Autrement dit, un an de monétisation, au rythme des douze derniers mois. Au-delà, si la fuite des capitaux (ce que les gens de la BCE appellent « la spéculation ») continue, les opérations de monétisation menées dans le cadre du système européen de banques centrales deviendront purement et simplement « inflationnistes ». Et si l'on se fie aux évaluations de Larry White, cela pourrait bien se produire avant la fin de l'année 2013. Peut-être un peu plus tard, compte tenu de la marge d'erreur de tels calculs. Mais dans tous les cas, c'est l'horizon 2013-2014 qui est en cause. C'est à dire presque demain.

Il est à craindre que plus on se rapprochera de cette période butoir - que ce soit en 2013, ou un peu plus tard importe relativement peu -, plus les marchés commenceront à se poser des questions sur les conséquences inflationnistes des opérations de monétisation. Dès lors on court le risque d'un retournement brutal des marchés internationaux qui se traduise par l'apparition d'une défiance générale vis à vis de l'euro, des retraits massifs de capitaux placés en Europe par le reste du monde, un effondrement de la valeur de la monnaie européenne, et le déclenchement de processus pervers susceptibles de mener rapidement à des phénomènes d'hyperinflation au sein même de l'Euroland. C'est alors que les prévisions les plus pessimistes des Cassandre de l'inflation pourraient bien se réaliser.

On n'en est pas encore là. Le contexte européen actuel est plutôt de type "déflationnaire" se manifestant, comme aux Etats-Unis, par des phénomènes de "trappe à liquidité" qui favorisent une forme de stérilisation volontaire via le gonflement des réserves excédentaires entretenues par les établissements financiers à la banque centrale, ou encore le placement auprès des banques commerciales de billets de trésorerie payés en euros qui sont alors détruits dès qu'ils rejoignent le bilan de la BCE. Mais de telles situations sont par essence fragiles et aléatoires car elles peuvent se retourner du jour au lendemain suite à des changements d'anticipations déclenchés par la prise en compte de faits nouveaux, du genre précisément de ce qui risque de se passer le jour où les marchés commenceront à prendre concrètement conscience des limites auxquelles le système européen de banques centrales finira nécessairement par se heurter. Il se peut que ce soit précisément la conscience croissante d'une telle échéance qui, actuellement, explique outre-Rhin la médiatisation accrue de l'hypothèse d'une possible sortie unilatérale de l'Allemagne de la zone euro.

### *La polémique des « balances Target »*

Ceci étant dit, la principale caractéristique du processus de "stérilisation" est qu'il ne freine pas l'accumulation au sein du système de paiements intraeuropéen (Target), et donc auprès de la BCE, d'énormes comptes déficitaires pour les banques centrales des pays en déficit des paiements avec le reste de la zone euro, et créditeurs pour les banques centrales des pays qui bénéficient des flux de liquidités qui quittent les pays en crise du Sud. C'est ce que l'on appelle les « balances Target » qui font depuis l'an dernier l'objet d'une vive polémique parmi les économistes.

Ces « balances Target » sont des écritures comptables qui assurent une compensation centrale de l'ensemble des mouvements monétaires débiteurs et créditeurs intervenant entre toutes les banques de la zone euro. Pour les dirigeants de la BCE ce ne sont que des "écritures comptables" qui n'ont pas d'implication économique réelle, et qui n'expriment en aucune manière un risque financier qui serait reporté sur les épaules des contribuables des pays dont les banques centrales ont des comptes Target créditeurs, et dont le montant a explosé avec l'intensification des mouvements monétaires en provenance des pays en crise (le compte target créditeur de

l'Allemagne, par exemple, est passé en moins d'un an de quelques 350 milliards d'euros à plus de 700 milliards !).

Tant que l'on vit dans un univers où la pérennité de l'euro n'est pas contestée, où l'idée que celui-ci pourrait un jour éclater, voire disparaître, n'est même pas envisagée - comme c'était le cas il y a encore relativement peu de temps - il n'y a en effet pas de "problème Target", comme l'affirment les autorités de la BCE. Les balances Target ne sont que des commodités comptables dont l'objet est de faciliter le fonctionnement des paiements interbancaires au sein de la zone euro, et de les rendre plus rapides par des procédures de compensation quotidienne. Rien que de très technique, rien de politique.

Mais tout change dès lors que l'on entre dans un nouvel environnement où le doute s'instille sur la possibilité de maintenir indéfiniment la zone euro dans son état actuel. Dès lors que l'inquiétude s'installe quant à la sortie possible d'un ou de plusieurs pays, tout change. Il est normal que certains commencent à se demander ce qui se passerait en cas d'un tel événement, et qu'ils s'interrogent sur ce que seraient alors les implications résultant de l'accumulation tout à fait inédite et imprévue, dans les comptes de la BCE, de balances Target aussi déséquilibrées et grossissant aussi rapidement au point d'atteindre des chiffres qui donnent le vertige. C'est ce qu'ont fait, avec raison, certains économistes allemands. Le problème devient alors politique.

Les balances Target ne sont pas qu'un concept comptable. Elles ont une contrepartie économique, financière et politique réelle. Si un pays membre fait défaut et sort de l'euro-zone il y a fort à parier qu'il ne prendra jamais la peine de régler au système européen de paiement (c'est à dire à la BCE) le solde débiteur accumulé par sa banque centrale nationale. Dans cette hypothèse, il est prévu que le coût qui en résultera pour le système européen sera partagé entre les autres membres au prorata de leur part dans le capital social de la BCE (c'est à dire autour de 30 % pour la Bundesbank, et de 25 % pour la Banque de France) - l'ensemble de ces contributions permettant de rétablir l'équilibre du bilan de la banque de Francfort en maintenant le niveau global de son passif. Si cela concerne seulement la Grèce, ou même le Portugal, ce n'est pas très grave. Mais le problème prend une toute autre ampleur si s'y ajoutent l'Espagne et l'Italie, et - pourquoi pas ? - la France. Car en effet, si tous ces pays sortent, non seulement le trou s'accroît dans des dimensions exponentielles, mais, qui plus est, le nombre de pays qui auront à se partager la note, et à la faire avaler par leurs contribuables, se réduit comme peau de chagrin. Ces chiffres comptables révèlent donc la présence, pour les allemands, d'un risque financier - évalué, au jour d'aujourd'hui, à environ 10 000 euros par habitant, soit un total d'à peu près 30 % du PIB - qui n'est absolument plus virtuel dès lors qu'on prend au sérieux les menaces possibles d'éclatement de la zone, et - surtout - dont l'enjeu croît à une vitesse vertigineuse tant que les déséquilibres de compétitivité économique entre le nord et le sud ne sont pas substantiellement résorbés, et qu'ils restent même entretenus par la généreuse politique de "monétisation" menée par les banques centrales nationales au nom de la BCE.

### *L'hypothèque allemande*

Si la position de la BCE dans cette affaire est très compréhensible (attachée au dogme de l'insubmersibilité de l'euro, elle nie la matérialité de ce risque), celle des allemands ne l'est pas moins. Chacun est dans son rôle. On ne peut pas dire que l'un a raison, et l'autre tort. Tous les deux ont à la fois tort et raison, selon la perspective dans laquelle on se place. Mais l'affrontement des deux attitudes pose un réel problème politique. Plus les mois passent, plus il est inévitable que l'opinion publique et politique allemande se montre de plus en plus nerveuse face aux possibles implications de la politique de la Banque centrale européenne. Plus on se rapprochera de l'échéance indiquée, plus cette nervosité risque de déboucher sur des initiatives politiques qui prendront tout le monde de court; et cela sans qu'on ait besoin de discuter si, sur le fond, il est bon ou mauvais de maintenir la zone euro. L'Europe a d'ores et déjà largement dépassé ce stade. Ce qui est en cause aujourd'hui ne sont plus des calculs de coûts/avantages, mais des processus d'entraînement et d'engrenages politiques qui risquent de devenir d'autant plus intenses et irréversibles qu'on se rapprochera du moment où le dilemme inflationniste deviendra de plus en plus apparent.

Autrement dit il est de plus en plus vraisemblable que, malheureusement, quels qu'en soient les mérites, la stratégie qui, aujourd'hui, inspire les dirigeants européens pour assurer la survie de la zone euro ne se fracasse sur l'arrivée inopinée, dans les 2/3 ans, d'une gravissime crise monétaire de l'euro qui pourrait bien être précédée de décisions politiques unilatérales à caractère radical, elles-mêmes motivées par la prise en compte de l'anticipation d'une telle fracture. Si la véritable nature des problèmes en jeu au sein de la zone euro avait été

prise en compte beaucoup plus tôt, nous n'en serions sans doute pas là. Mais voilà maintenant cinq ans que cela dure, cinq années que, par exemple, le produit national grec diminue chaque année donnant lieu à l'émergence d'une situation qui d'ores et déjà se compare très directement avec les chiffres de la Grande Dépression des années trente. Et l'Espagne est très clairement en train de suivre le même chemin. La vision d'une solution au problème des dettes européennes par la fuite en avant dans le fédéralisme accompagnée d'une solution tampon de monétisation temporaire par la banque centrale pouvait peut-être passer si les décisions avaient été prises très tôt. Aujourd'hui cela paraît de plus en plus problématique.

*Henri Lepage*

## NOTES

1 - Hans-Werner Sinn et Timo Wollmershauser, « [Target Loans, Current Account Balances and Capital Flows : The ECB Rescue Facility](#) », CESifo Munic Group, 30 mai 2012

2 - Voir Hans Tornell et Frank Westerman, « [Eurozone Act 2 : Has the Bundesbank Reached its Limits ?](#) », Vox EU 6 décembre 2011.

3 - Larry White, « [How much dodgy debt will the ECB buy?](#) », , Free Banking, 7 septembre 2012.

## Hating on Ben Bernanke

By PAUL KRUGMAN

Last week Ben Bernanke, the Federal Reserve chairman, announced a change in his institution's recession-fighting strategies. In so doing he seemed to be responding to the arguments of critics who have said the Fed can and should be doing more. And Republicans went wild.

Now, many people on the right have long been obsessed with the notion that we'll be facing runaway inflation any day now. The surprise was how readily Mitt Romney joined in the craziness.

So what did Mr. Bernanke announce, and why?

The Fed normally responds to a weak economy by buying short-term U.S. government debt from banks. This adds to bank reserves; the banks go out and lend more; and the economy perks up.

Unfortunately, the scale of the financial crisis, which left behind a huge overhang of consumer debt, depressed the economy so severely that the usual channels of monetary policy don't work. The Fed can bulk up bank reserves, but the banks have little incentive to lend the money out, because short-term interest rates are near zero. So the reserves just sit there.

The Fed's response to this problem has been "quantitative easing," a confusing term for buying assets other than Treasury bills, such as long-term U.S. debt. The hope has been that such purchases will drive down the cost of borrowing, and boost the economy even though conventional monetary policy has reached its limit.

Sure enough, last week's Fed announcement included another round of quantitative easing, this time involving mortgage-backed securities. The big news, however, was the Fed's declaration that "a highly accommodative stance of monetary policy will remain appropriate for a considerable time after the economic recovery strengthens." In plain English, the Fed is more or less promising that it won't start raising interest rates as soon as the economy looks better, that it will hold off until the economy is actually booming and (perhaps) until inflation has gone significantly higher.

The idea here is that by indicating its willingness to let the economy rip for a while, the Fed can encourage more private-sector spending right away. Potential home buyers will be encouraged by the prospect of moderately higher inflation that will make their debt easier to repay; corporations will be encouraged by the prospect of higher future sales; stocks will rise, increasing wealth, and the dollar will fall, making U.S. exports more competitive.

This is very much the kind of action Fed critics have advocated — and that Mr. Bernanke himself used to advocate before he became Fed chairman. True, it's a lot less explicit than the critics would have liked. But it's still a welcome move, although far from being a panacea for the economy's troubles (a point Mr. Bernanke himself emphasized).

And Republicans, as I said, have gone wild, with Mr. Romney joining in the craziness. His campaign issued a news release denouncing the Fed's move as giving the economy an "artificial" boost — he later described it as a "sugar high" — and declaring that "we should be creating wealth, not printing dollars."

Mr. Romney's language echoed that of the "liquidationists" of the 1930s, who argued against doing anything to mitigate the Great Depression. Until recently, the verdict on liquidationism seemed clear: it has been rejected and ridiculed not just by liberals and Keynesians but by conservatives too, including none other than Milton Friedman. "Aggressive monetary policy can reduce the depth of a recession," declared the George W. Bush administration in its 2004 Economic Report of the President. And the author of that report, Harvard's N. Gregory Mankiw, has actually advocated a much more aggressive Fed policy than the one announced last week.



Now Mr. Mankiw is allegedly a Romney adviser — but the candidate’s position on economic policy is evidently being dictated by extremists who warn that any effort to fight this slump will turn us into Zimbabwe, Zimbabwe I tell you.

Oh, and what about Mr. Romney’s ideas for “creating wealth”? The Romney economic “plan” offers no specifics about what he would actually do. The thrust of it, however, is that what America needs is less environmental protection and lower taxes on the wealthy. Surprise!

Indeed, as Mike Konczal of the Roosevelt Institute points out, the [Romney plan of 2012 is almost identical](#) — and with the same turns of phrase — to John McCain’s plan in 2008, not to mention the plans laid out by George W. Bush in 2004 and 2006. The situation changes, but the song remains the same.

So last week we learned that Ben Bernanke is willing to listen to sensible critics and change course. But we also learned that on economic policy, as on foreign policy, Mitt Romney has abandoned any pose of moderation and taken up residence in the right’s intellectual fever swamps.

# Bruguière : «Le vivier de l'islamisme s'est élargi»

Par [Jean-Marc Leclerc](#) Mis à jour le 16/09/2012 à 23:25 | publié le 16/09/2012 à 19:04 [Réactions](#) (39)



Pour Jean-Louis Bruguière, «le péril al-Qaida est loin d'avoir disparu». Crédits photo : © Charles Platiau / Reuters/REUTERS

## INTERVIEW - L'ex-juge antiterroriste évoque une menace diffuse et des réseaux « polymorphes ».

**LE FIGARO.** - Comment 200 islamistes radicaux peuvent [se réunir en si peu de temps en plein cœur de Paris](#)?

**Jean-Louis BRUGUIÈRE.** - Nous sommes confrontés à un phénomène de radicalisation qui échappe à tout modèle de socialisation. Les organisations musulmanes elles-mêmes sont dépassées. Ce qui m'inquiète, c'est la dilution de la menace, ce processus de protestation publique aux limites de la violence, qui gagne une certaine jeunesse, comme si le vivier de l'islamisme radical s'était élargi en France.

### Qui l'agite en sous-main?

Ces jeunes ne sont pas directement manipulés comme pouvaient l'être leurs aînés impliqués dans des dossiers judiciaires. On constate l'émergence de réseaux polymorphes, spontanés, sans réel fondement idéologique. Un peu comme dans [le dossier Merah](#). Leur niveau de réflexion est très faible et leurs membres sont très réactifs aux phénomènes extérieurs, amplifiés par Internet et les moyens modernes de communication. Ces gens ne sont pas liés aux cellules combattantes et n'en ont d'ailleurs pas besoin pour basculer dans l'action radicale.

### Mais al-Qaida a-t-il encore des relais en France?

Je sais qu'une certaine école s'évertue à nous convaincre qu'al-Qaida, c'est fini, que ce qui est important aujourd'hui, c'est la lutte contre le crime organisé. Mais cette forme de négationnisme risque de nous coûter cher. Car le terrorisme de demain se nourrit déjà des frustrations nées des crises arabes et de la précarisation induite par la crise économique, sur fond de crise identitaire. Le péril [al-Qaida](#) est loin d'avoir disparu.

### Vous connaissez bien les Américains. Qu'ont-ils à craindre en France?

En 2001, avec l'affaire Beghal, nous avons déjà déjoué un projet d'attaque terroriste contre l'ambassade des États-Unis à Paris. Nous ne sommes pas à l'abri qu'un tel scénario se reproduise. Certes, la France tient bien sa sécurité. Mais le risque, c'est qu'une cellule ou un individu autoradicalisé visent une soft target, dans le langage des experts, une entité qui symbolise l'Amérique, comme un magasin, une école, une personnalité ou une enseigne célèbre, voire un cabinet d'avocats.

### Une représentation diplomatique en province?

Il ne faut rien négliger dans un tel contexte, d'autant que les foyers de l'[islamisme](#) radical sont nombreux en France. Je pense notamment à Lyon, Marseille, Tours, Orléans, Avignon et puis Lille aussi, où le GIA algérien a été très implanté, nouant des liens avec les activistes de Belgique.

### Des manifestations viennent justement d'avoir lieu à Anvers...

Il n'y a plus de frontières. Nous sommes dans un scénario comme au Danemark après [la publication des caricatures de Mahomet](#). À cette différence près qu'aujourd'hui émergent des mouvements de rue semblables à ces manifestations ouvertes dans les pays arabes. Or il est quasiment impossible de les réprimer juridiquement. Pour Paris et les autres capitales concernées, c'est indéniablement un défi et pour les islamistes, un test à grande échelle.

### Euro-Sorgenländer erholen sich langsam

FAZ 17.09.2012 · Seit Ausbruch der Krise haben Irland, Spanien und Portugal ihre Wettbewerbsfähigkeit verbessert. Griechenland kommt nur schwer voran. Italien bemüht sich um Reformen, doch vieles bleibt Stückwerk.

Von [Philip Plickert](#)

Weiterhin quält sich die Euro-Peripherie mit tiefen Rezessionen, hoher Arbeitslosigkeit, sinkenden Einkommen und steigenden Schuldenlasten. Doch ökonomische Indikatoren belegen, dass einige der Krisenländer, allen voran Irland, aber auch Spanien und Portugal, ihre Wettbewerbsfähigkeit deutlich verbessert haben. Das zeigt sich an sinkenden Lohnstückkosten und besseren Leistungsbilanzen dieser Länder.

In den Jahren nach Beginn der Währungsunion erlebte die Euro-Peripherie zunächst einen künstlichen Boom, befeuert durch billige Kredite, infolge dessen auch die Löhne weit schneller als die Produktivität stiegen. In Irland und Griechenland erhöhten sich dadurch die Lohnstückkosten bis 2009 um fast 40 Prozent, in Spanien und Italien um mehr als 30 Prozent, in Portugal um gut 25 Prozent. Im Euro-Durchschnitt stiegen die Lohnstückkosten dadurch um gut 20 Prozent, in Deutschland dagegen nur um rund 6 Prozent. Die Folge waren ein drastischer Verlust an preislicher Wettbewerbsfähigkeit der Peripherie und ein rapider Einbruch, nachdem die Blase geplatzt war. Seitdem mussten die Randländer das Ruder herumreißen - mit unterschiedlichem Erfolg.

#### Vor allem in Irland gute Fortschritte

„Irland hat, gemessen an den Lohnstückkosten, seit 2009 rund 90 Prozent des Verlusts der preislichen Wettbewerbsfähigkeit gegenüber dem Euroraum-Durchschnitt wettgemacht“, sagt Jörg Krämer, Chefvolkswirt der Commerzbank. „Spanien und Portugal haben mehr als die Hälfte zurückgewonnen, und dieser Aufholprozess solle in diesen Ländern weitergehen, weil sie ihren Lohnfindungsprozess dezentralisiert haben.“ Nur in Italien seien die Lohnstückkosten seit dem Höhepunkt mehr oder weniger unverändert geblieben, kritisiert Krämer. „Das Land hat nichts an Wettbewerbsfähigkeit zurückgewonnen, dabei dürfte es wohl bleiben, weil die Monti-Regierung den Bereich der Lohnfindung nicht reformiert hat.“

Skeptiker wie Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn halten die Produktionskostenniveaus der südeuropäischen Euroländer noch immer für viel zu hoch. Griechenland müsste nochmals um etwa 30 Prozent real abwerten, um mit seinen Produkten auf dem Weltmarkt preislich wettbewerbsfähig zu werden. Zudem weisen Skeptiker darauf hin, dass die durchschnittlichen Lohnstückkosten durch die massenhaften Entlassungen statistisch verzerrt werden: In Spanien etwa haben mehr als 600000 Bauarbeiter, darunter viele ungelernete, ihre Jobs verloren.

Diese wenig produktiven Arbeitskräfte fallen aus der Statistik. Von „Entlassungsproduktivität“ sprechen Ökonomen. „Die Fortschritte bei der Korrektur der Lohnstückkosten kommen zu einem guten Teil von Produktivitätssteigerungen aufgrund von Entlassungen und dem notwendigen Strukturwandel“, sagte Andreas Rees, Deutschland-Chefvolkswirt der Bank Unicredit. Er sieht insgesamt gute Fortschritte, vor allem in Irland, aber auch in Griechenland und Spanien.

#### Griechenland lebt weiter über seine Verhältnisse

Auf dem Höhepunkt der Blase hatten die Peripheriestaaten gigantische Leistungsbilanzdefizite. Ihr Import lag weit über dem Export von Waren und Dienstleistungen. [Griechenland](#) hatte 2007 ein Leistungsbilanzdefizit von unglaublichen 14,6 Prozent des BIP, Spanien rund 10 Prozent und Portugal fast 11 Prozent, Irland immerhin fast 6 Prozent. Seitdem hat vor allem Irland seine Leistungsbilanz drastisch verbessert und konnte 2010 und 2011 sogar Überschüsse ausweisen. In Griechenland hingegen ist die Korrektur nur schwach, das Land lebt weiterhin weit über seine Verhältnisse, finanziert durch die Hilfskredite. Im vergangenen Jahr hatte

Griechenland immer noch fast 10 Prozent Defizit, Spaniens Defizit hatte sich seit dem Höhepunkt auf 3,5 Prozent gedrittelt, Portugals auf 6 Prozent halbiert

„Der Abbau der Leistungsbilanzdefizite erfolgt vor allem über Importverringerung“, erklärt Rolf Langhammer, Außenhandelsexperte am Institut für Weltwirtschaft in Kiel. Im Zuge der Rezessionen können sich die Krisenländer weniger Einfuhr von Waren leisten. Ihre etwas verbesserte Wettbewerbsfähigkeit hilft aber nach und nach auch dem Export. Eine Studie der Deutschen Bank zeigt, dass seit der Krise die deutschen Leistungsbilanzüberschüsse mit diesen Ländern drastisch zurückgegangen sind.

„Italien scheint auf einem soliden Kurs, um sein Leistungsbilanzdefizit mit Deutschland zu schließen“, heißt es in der Studie. Auch Unicredit-Ökonom Rees lobt: [Italien](#) sei beim Ausgleich der Handelsbilanzen mit Abstand am weitesten von allen Südeuropäern. Weil das Land auch recht viel nach Deutschland exportiert (13 Prozent Anteil), kann es auch vom Erfolg deutscher Unternehmen in der Welt indirekt profitieren. Spanien hat in Lateinamerika große Wachstumsmärkte. Im größten und wichtigsten Schwellenland China sind die Südeuropäer aber generell nur schwach vertreten, höchstens indirekt spüren sie etwas vom dortigen Wachstum.

## Große Defizite in Spaniens Reformen

In [Irland](#) und Spanien war ein wichtiger Faktor der Krise das Platzen von Immobilienpreisblasen, auch in Griechenland sinken die überhöhten Preise. „Obwohl in Spanien eine beträchtliche Anpassung stattgefunden hat, ist der spanische Markt nach unseren Berechnungen immer noch um circa 25 Prozent überbewertet“, sagt Jochen Möbert, Analyst bei Deutsche Bank Research. Der andauernde Preisverfall belastet die Wirtschaft schwer.

„Der außerordentlich hohe Wohnungsleerstand lähmt die Investitionstätigkeit im Bausektor weiter“, sagt Jürgen Donges, ehemaliger deutscher Wirtschaftsweiser, der in [Spanien](#) lebt. Manche Beobachter sprechen von mehr als einer Million leerstehender Häuser. Die faulen Hypothekenkredite bringen zudem die Banken in Bedrängnis. „Da diese jetzt aber auf eine Bad Bank übertragen werden sollen, schwindet eines der verbliebenen Risiken der geplatzten Immobilienblase“, meint Donges.

Was den Stand der Reformen in Spanien angeht, sieht er noch große Defizite. Zwar versuche die Regierung das Haushaltsdefizit zu senken, doch tue sie dies zu stark über Steuererhöhungen und zu wenig über Ausgabenkürzungen. „Das Rentenniveau beispielsweise ist für Ministerpräsident Rajoy unantastbar.“ Zudem gebe es immer noch viele unproduktive sektorspezifische Subventionen. „Und die Gewerkschaften und die Arbeitgeberverbände werden weiterhin vom Staat großzügig alimentiert, trotz einiger Kürzungen“, kritisiert er.

Auch in Italien, wo der Technokrat Mario Monti große Reformen angekündigt hat, bleiben diese bislang Stückwerk. Das Land hätte besonders viel zu tun, um als Standort für Investoren interessanter zu werden. Laut der jüngsten Untersuchung der Weltbank im „Doing Business“-Report liege es in vielen Kategorien „auf Niveau eines Entwicklungslandes“, kritisiert Jörg Krämer von der Commerzbank, etwa was die Qualität des Rechtssystems und die Korruption angeht.

Quelle: F.A.Z.

# Vingt ans après Maastricht, les Français doutent toujours

Le Figaro Par [Charles Jaigu](#), [Service infographie du Figaro](#) Publié le 16/09/2012 à 19:10 [Réactions](#) (9)



La France paraît s'installer durablement dans une attitude eurosceptique. Crédits photo : [www.alamy.com/Alamy](http://www.alamy.com/Alamy)

## INFOGRAPHIE - Selon notre sondage Ifop, les Français voteraient non aujourd'hui au traité instaurant la monnaie unique.

Mauvaise nouvelle pour Bruxelles - et pour [François Hollande](#). Vingt ans après Maastricht, le référendum qui avait tant divisé les Français serait perdu s'il avait lieu aujourd'hui. C'est l'un des grands enseignements du sondage Ifop pour Le Figaro. Le 20 septembre 1992, les Français avaient ratifié d'extrême justesse le traité européen, avec 51 % des voix contre 49 %. Ceux qui ont voté à l'époque - qui sont donc nés avant 1974 - choisiraient le non à 64 %. Et ils sont désormais 67 % à dire que l'Union européenne va «plutôt dans la mauvaise direction» depuis la ratification de Maastricht. En 1999, ils étaient 53 % à estimer qu'elle allait «plutôt dans la bonne direction». La plupart des réponses confirment ce rejet grandissant à l'égard du projet fédéral européen. Au moment où la question d'un pas supplémentaire vers l'interdépendance paraît s'imposer, à la demande d'Angela Merkel mais surtout pour confirmer les engagements pris par la Banque centrale européenne, la France paraît s'installer durablement dans une attitude eurosceptique. Les Français ne semblent plus croire en l'intégration européenne, qu'on leur avait présentée comme le bouclier qui les protégerait des vents du large.

### Le clivage révélé par le référendum de 2005 s'est durci

En premier lieu, c'est l'euro, créé par le [traité de Maastricht](#), qui est dans le collimateur des Français. «La monnaie unique est un très mauvais agent recruteur pour l'Europe, surtout dans les classes populaires», constate Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop. Quarante-cinq pour cent des sondés pensent que l'euro a été un handicap face à la crise. Ils n'étaient que 34 % à le penser en août 2010. Ouvriers et professions intermédiaires sont les plus opposés à l'euro. Mais la France active dans son ensemble porte aussi un jugement très négatif sur la décision la plus audacieuse d'union monétaire de l'histoire économique du XXe siècle. Les femmes sont plus sévères: 50 % y voient un handicap, contre 41 % pour les hommes. Les plus de 65 ans sont plus cléments: 41 % considèrent que c'est un atout, 30 % un handicap.

Pis, les Français jugent que le passage à l'euro a eu des conséquences négatives sur la compétitivité de l'économie (61 %), le chômage (63 %) et le niveau des prix (89 %). Le camp de ceux qui souhaitent majoritairement moins d'intégration a progressé de 12 points, à 60 %. Et ils sont 64 % à juger «peu probable» l'émergence d'un «État européen unique». Le clivage révélé par le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen s'est donc durci: les deux France, celle des cadres supérieurs et celle des classes populaires, se regardent en chiens de faïence. Pour Jérôme Fourquet, «la France est vraiment coupée en deux. La crise de 2008 a accentué les fractures à l'intérieur de la société française».

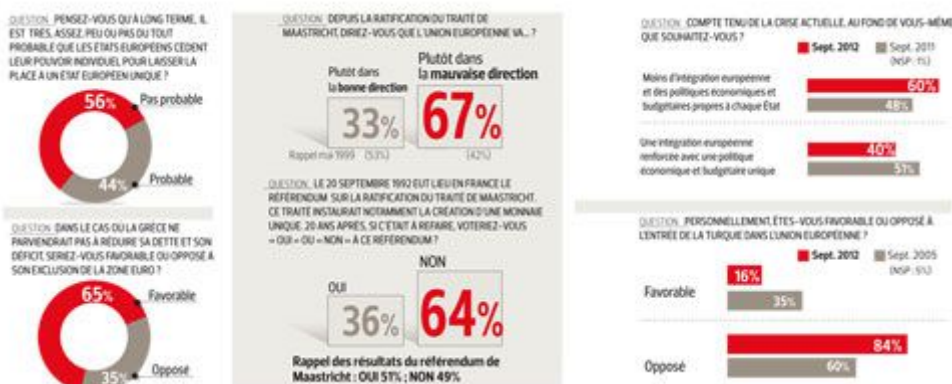
## Les Français ne veulent donc pas d'un rétropédalage

C'est une tendance de fond et un enjeu de longue durée pour les hommes politiques. Dans les semaines qui viennent, cela place aussi François Hollande dans une situation inconfortable, au moment où il doit faire ratifier le traité européen sur la zone euro, signé par son prédécesseur [Nicolas Sarkozy](#) en mars 2012. Hollande, déjà traumatisé par le référendum de 2005 qui avait failli avoir raison de l'unité du Parti socialiste, se retrouve de nouveau face à l'impopularité de l'Europe, notamment dans son propre camp. Les électeurs de droite sont en effet plus proeuropéens que ceux du PS: 39 % des électeurs de Sarkozy pensent que l'euro a été un atout face à la crise, 24 % seulement au PS. Certes, les Français ne sont pas à un paradoxe près, et ils ne jettent pas tout par-dessus bord. Ils restent favorables au principe d'une union politique européenne: 47 %, contre 27 %, jugent qu'il est dans l'intérêt du pays de rester associé à l'ensemble politique européen. Le projet souverainiste d'un retour à la France d'avant le traité de Rome n'est pas jugé crédible. Les sondés restent lucides sur le coût d'un retour au franc: 65 % rejettent cette perspective, contre 35 %. Mais le camp des partisans du franc a fait en trois mois un bond de 9 %: en juin, ils étaient 26 %. Historiquement, ce n'est pas le point le plus haut: ils étaient 38 %, en mai 2010. Mais bien plus que les 18,3 % de Marine Le Pen à la présidentielle.

Les Français ne veulent donc pas d'un rétropédalage, mais encore moins d'une accélération ou d'un élargissement. «L'opinion est mûre pour une déflagration qui profiterait aux partis protestataires, mais l'agenda politique ne leur donnera pas l'occasion d'en profiter. En profondeur, nous dansons sur un volcan», conclut Jérôme Fourquet.



Cliquez sur l'aperçu pour agrandir l'infographie.



Cliquez sur l'aperçu pour agrandir l'infographie.

# Les salafistes derrière la manifestation parisienne

Par [Angélique Négroni](#), [Jean-Marc Leclerc](#) Mis à jour le 16/09/2012 à 21:08 | publié le 16/09/2012 à 18:39



Quelque 200 manifestants se sont retrouvés devant l'ambassade des États-Unis, samedi, à Paris. Crédits photo : KENZO TRIBOUILLARD/AFP

## Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, s'inquiète de la présence, aux côtés de jeunes de banlieue, d'activistes «purs et durs».

Des manifestants arborant la tenue salafiste, des ressortissants égyptiens, tunisiens mêlés au cortège, des jeunes de banlieue... La manifestation contre le film anti-islam qui s'est tenue, sans autorisation, samedi aux abords de l'ambassade américaine à Paris, donne du grain à moudre aux services de renseignement.

Sur les quelque 200 manifestants, les forces de l'ordre ont en effet procédé à un grand coup de filet puisque 152 personnes ont été interpellées pour vérifier leur identité avant d'être relâchées. Sur la base de ces éléments, les services tentent d'établir le profil exact des participants à cette manifestation, la première du genre dans le monde occidental et qui revêt, [dans un contexte de violences à l'étranger](#), un caractère particulièrement sensible. Le parquet de Paris a par ailleurs ouvert une enquête dimanche.

### Six policiers blessés

C'est par les réseaux sociaux et par SMS que le mot d'ordre de ce rassemblement a été lancé afin de dénoncer, était-il écrit, «l'ignoble film réalisé sur notre prophète». «Une première manifestation devait être programmée vendredi, mais finalement ne s'est pas tenue», indique un spécialiste. Le jour suivant, elle a donc eu lieu. Vers 15h35, une cinquantaine de personnes regroupées devant l'ambassade des États-Unis ont été refoulées jusqu'aux Tuileries avant d'être rejointes par d'autres participants. Formant des petits groupes, les manifestants, qui se sont heurtés aux forces de l'ordre, ont pour certains rejoint la place Beauvau, d'autres gagnant les Champs-Élysées et priant sur le trottoir. «Au total, six policiers ont été blessés», indiquait-on dimanche à la Préfecture de police. Un jeune de 16 ans a été placé en garde à vue pour des violences.

Condamné par les représentants de la religion musulmane, ce mouvement de protestation l'a aussi été par [Manuel Valls](#) sur France 2, dimanche. Tout en indiquant que «cette manifestation est inacceptable», le ministre de l'Intérieur a signalé avoir «donné des instructions pour que cela ne se reproduise pas». Le ministre a précisé au *Figaro*: «Ce qui est vraiment inquiétant, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de jeunes de banlieue mais de groupes de salafistes purs et durs.» Le premier ministre Jean-Marc Ayrault a assuré que le gouvernement fera «preuve de fermeté».

En référence à une menace plus diffuse, le responsable de la Place Beauvau a toutefois décrit d'autres parcours inquiétants: «À travers Internet, à travers des déplacements dans des pays comme l'[Afghanistan](#) ou le [Pakistan](#), il y a des jeunes dans nos propres quartiers qui peuvent être touchés par cette idéologie de la haine.» À la veille de la manifestation parisienne, le ministre, en visite à Lyon, se disait très attentif aux protestations anti-américaines un peu partout dans le monde. «Il faut être vigilant sur la sécurité de tous les sites et se dire qu'un incident peut survenir aussi en province, où les États-Unis disposent de plusieurs représentations.» Des dispositions ont donc été prises en ce sens avant le week-end.

Le risque terroriste? «Nous n'en sommes pas là, confiait le premier flic de France, mais l'actualité récente nous a montré que des individus peuvent passer à l'acte très rapidement.» Et le ministre de citer l'exemple, qui l'a



beaucoup marqué, de cet islamiste radical parti de France par le train en juin pour aller poignarder deux policiers au hasard à sa descente du train en Belgique.

Alors que le dispositif de sécurité est désormais renforcé devant l'ambassade des États-Unis à Paris, l'ex-premier ministre, François Fillon, a demandé dimanche à [François Hollande](#) «des explications sur le fait que le préfet de police de Paris ait toléré une manifestation de salafistes». Son adversaire dans la course à la présidence de l'UMP, l'actuel secrétaire général Jean-François Copé, a lui aussi réclamé sur TF1 que «toute la lumière soit faite sur les raisons qui peuvent expliquer qu'une telle manifestation non autorisée puisse se réaliser en plein Paris, à quelques mètres de l'Elysée».

## Schuldenkrise

### Der steinige Weg zurück

FAS 16.09.2012 · Die Verschuldung der Staaten Europas macht sie abhängig vom undurchsichtigen Finanzmarkt. **Dadurch ist das Recht elementar gefährdet.**

Von Paul Kirchhof

Der Finanzmarkt steuert auf eine Wendemarke zu. Er ist zu mächtig geworden, er ist zu anonym und zu wenig in rechtliche Verantwortlichkeiten gebunden. Wenn Waren immer mehr von Computern und Robotern produziert werden, beanspruchen die Financiers dieser Werkzeuge den Gewinn. Die Ertragsquelle der Arbeitskraft wird so verdrängt. Staaten verschulden sich immer höher, so dass sie wesentliche Steuererträge an den Finanzmarkt abgeben müssen. Der Steuerzahler erlebt, dass seine Zahlungen ihm nicht insgesamt in der Allgemeinheit des Staatsvolkes wieder zugutekommen.

Wenn hochverschuldete Staaten sodann ihre Zinsverpflichtungen nicht mehr erfüllen können, suchen Finanzmarkt und Zentralbank die Zinslast zu mäßigen. Für privates Sparkapital sinkt der Realzins dann unter die Inflationsrate. Spareigentum ist keine Ertragsquelle mehr. Zudem drängen die Gläubiger auf eine gemeinsame Haftung aller Mitgliedstaaten des Euroverbundes, gefährden damit das Budgetrecht der staatlichen Parlamente und die Grundprinzipien der Demokratie.

### Akteure kaum erkennbar

Die Akteure des Finanzmarktes sind für die Öffentlichkeit kaum erkennbar, können insoweit nicht zur Verantwortung gezogen werden. Banken, Versicherungen, Fonds, Anleger und Spekulanten verbergen sich in der Anonymität des Finanzmarktes. Wer die Einzelunternehmen näher beobachtet, trifft auf eine juristische Person, die nicht von einem Ankeraktionär bestimmt, sondern von Streubesitzern finanziert wird, die sich heute hier und morgen da beteiligen. Geschäftskonzept und Handlungsmittel verselbständigen und verstetigen sich in der Kapitalgesellschaft, werden nicht einmal durch Erbfälle in die individuelle Verantwortlichkeit eines Menschen zurückgeführt.

Die juristische Person stirbt nicht. Die weltweit tätigen Gesellschaften bestimmen durch ihre Geschäftsbedingungen und ihre Computersysteme den Zugang zum Markt, schließen durch Lenkung der Geldkreisläufe bestimmte Regionen und Völker vom Weltmarkt aus. Sie vernetzen sich „systemisch“, beanspruchen dann, dass dieses weltweite Verteilungs- und Versorgungssystem auch bei groben Fehlleistungen nicht untergehen dürfe, deshalb durch Staatsfinanzierung gerettet werden müsse.



© Alex Kraus/laif

Paul Kirchhof, deutscher Verfassungs- und Steuerrechtler

Die Staaten geraten mit wachsender Schuldenlast in eine Abhängigkeit vom Finanzmarkt, müssen Altkredite stetig durch neue Kreditverträge verlängern, erleben dann, dass die Sprecher des Marktes, die Ratingagenturen, über die Höhe des Zinses, bei hochverschuldeten Staaten damit über deren Zahlungsfähigkeit bestimmen. Ein wesentliches Stück staatlicher Souveränität - und damit Souveränität der Europäischen Union - geht verloren. Kompetenzen und Verantwortlichkeiten des Parlaments entschwinden in die Anonymität des Finanzmarktes.

Kaum jemand ist in der Lage, die Verträge und die Menschen zu nennen, die einem Staat Kreditlasten aufgebürdet haben, die den Staat in seiner Existenz gefährden.

Europa ist reich. Die Staaten der Europäischen Union haben die weltweit wohl beste Organisationsstruktur für politisches Handeln. Sie erleben in der Europäischen Union glanzvolle Erfolge der Friedensgemeinschaft, des Binnenmarktes, der Entfaltung von Freiheit und Begegnung. Doch die Staaten und die Europäische Union haben das Erwerbsstreben ihrer Bürger, ihren Willen zur Gewinnmaximierung nicht im Griff.

## Krise durch chronische Rechtsverletzungen

Das Mäßigungsinstrument des Gütermarktes, die Knappheit der Güter und des Geldes, greifen im Finanzmarkt kaum noch, weil dort Geld gegen Geld, Geld gegen Erwartungen und Hoffnungen getauscht werden, das Geld kein rares Gut mehr ist, die Spekulation fast ins Grenzenlose steigt. **Zugleich fordern die Menschen von ihrem Staat höhere Leistungen und geringere Steuern. Da der freiheitliche Staat den Menschen aber nur das geben kann, was er ihnen vorher steuerlich genommen hat, weicht er in die Staatsverschuldung aus, trägt dadurch zur Aufgeregtheit, Anfälligkeit und letztlich zur Maßlosigkeit dieses Marktes bei.**

**Die gegenwärtige Verschuldungskrise ist in der Europäischen Union durch chronische Rechtsverletzungen entstanden.** Die in Zahlen ausgedrückte Verschuldungsgrenze (drei Prozent, sechzig Prozent des BIP), die finanzielle Eigenverantwortlichkeit der Staaten, das Verbot der Staatsfinanzierung durch die EZB und deren Unabhängigkeit sind missachtet worden. Das **Bundesverfassungsgericht** hat nunmehr in dem vorläufigen Eilverfahren, in dem die Ratifikation des ESM-Vertrages verhindert werden sollte, **die Bedeutung des Rechts als Grundlage des europäischen Staatenverbundes betont.** Mitwirkung und Zahlungen Deutschlands in der Europäischen Union haben rechtliche Voraussetzungen.

Eine gegenseitige Hilfeleistung der Mitgliedstaaten des Eurowährungsgebietes setzt voraus, dass der Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union geändert wird und zu einem dauerhaften Hilfemechanismus ermächtigt. Der deutsche Gesetzgeber darf dieser Vertragsänderung zustimmen, wenn dadurch die Stabilitätsarchitektur des Unionsvertrages nicht verändert wird, insbesondere die Unabhängigkeit der EZB, die Verpflichtung der Mitgliedstaaten zur Haushaltsdisziplin und die Eigenverantwortlichkeit der Haushalte unangetastet bleiben.

## Programm für Staatsanleihen-Ankauf

Bei der Ratifizierung des auf dieser neuen Vertragsgrundlage ergehenden ESM-Vertrages muss die Bundesrepublik sicherstellen, dass sie an den ESM-Vertrag insgesamt nicht gebunden ist, falls sich zwei ausdrückliche Vorbehalte nicht als völkerrechtlich wirksam erweisen:

Erstens müssen sämtliche Zahlungsverpflichtungen Deutschlands aus diesem Vertrag der Höhe nach auf 190024800000 Euro - den deutschen Anteil am genehmigten Stammkapital des ESM - beschränkt werden. Höhere Zahlungsverpflichtungen hängen von der Zustimmung des deutschen Vertreters in den Gremien des ESM und dessen Rückkopplung an die Entscheidung von Bundestag und Bundesrat ab.

Zweitens muss der Bundestag über alle Tatsachen unterrichtet werden, die für seine parlamentarischen Haushaltsentscheidungen wesentlich sind. Bestimmungen des Vertrages über die Unverletzlichkeit der ESM-Unterlagen und über berufliche Schweigepflichten sind so auszulegen, dass diese Information des Parlaments nicht gefährdet wird. Da das deutsche Parlament diese Entscheidungen im Plenum treffen kann, wird parlamentarische Transparenz und Öffentlichkeit zurückgewonnen, vielleicht auch Licht in den Finanzmarkt getragen. Der Rat der Europäischen Zentralbank hat am 6. September 2012 ein Programm über den Ankauf von Staatsanleihen finanzschwacher Eurostaaten beschlossen.

## Zinsen sind bezahlt, Schulden geblieben

Ob dieses Vorgehen den rechtlichen Vorgaben entspricht, wird das **Bundesverfassungsgericht** im Hauptsacheverfahren entscheiden. **Es hat aber bereits klargestellt, dass das europarechtliche Verbot der**

**Staatsfinanzierung durch die EZB jegliche Anleihenoperationen unterbindet, bei denen die EZB an den ESM Kredite vergibt oder der ESM bei der EZB Staatsanleihen als Sicherheit für Kredite hinterlegt. Dabei sagt das Gericht, die EZB dürfe Staatsanleihen - selbst nach Zwischenerwerb durch den ESM - nicht erwerben.** Rückschlüsse für das Hauptsacheverfahren drängen sich auf.

Das Bundesverfassungsgericht spricht seine Entscheidung in eine Rechtswirklichkeit, in der Autorität und Gestaltungskraft des Rechts elementar gefährdet sind. Deshalb trifft das Gericht die klare Aussage, dass ohne Beachtung des rechtsverbindlichen Vertrages und der vom Gericht benannten Vertragsbedingungen rechtliche Haftungs- und Zahlungsverpflichtungen unwirksam sind. **Dieser Schritt zur Rückgewinnung des Rechts** könnte vom EuGH erweitert und bestärkt werden, wenn dieses Gericht über den ESM-Vertrag befindet und dabei auch Gültigkeit und Reichweite der geplanten Ermächtigung zu einem dauerhaften Hilfsmechanismus beurteilt. Die gegenwärtige Rechtsvergessenheit - auch Deutschland hat 2005 zur Schwächung der europäischen Geldstabilitätsmaßstäbe beigetragen - sollte durch eine entschlossene Rückkehr zur Stabilität von Recht und Geld abgelöst werden.

**Vor uns liegt der steinige Weg, uns stetig - mit jedem Sanierungsschritt - an das Recht anzunähern.** Das langfristige Ziel nennt das Grundgesetz, wenn es von Bund und Ländern einen ausgeglichenen Haushalt ohne Staatskredite fordert. **Der Kredit ist kein Finanzierungsinstrument des Staates. Das lehrt unsere Geschichte. Deutschland hat in den Jahren 1950 bis 2008 1,6 Billionen Euro Schulden aufgenommen, dabei aber 1,5 Billionen Zinsen gezahlt. Ein kurzfristiger Liquiditätsgewinn führt zu langfristigem Liquiditätsverlust. Die Zinsen sind bezahlt, die Schulden geblieben.**

**Die Verschuldungskrise kann durch Recht bewältigt werden,** das vom Parlament beschlossen und so durch das Staatsvolk gerechtfertigt wird. Das Grundgesetz bringt diesen Zusammenhang von Volkssouveränität, Recht und rechtlichem Integrationsauftrag in seiner Präambel zum Ausdruck: **Das deutsche Volk hat sich „kraft seiner verfassunggebenden Gewalt“ das Grundgesetz gegeben, um „als gleichberechtigtes Glied an einem vereinten Europa dem Frieden der Welt zu dienen“.**

Quelle: F.A.S.

<http://www.npr.org/blogs/money/2012/08/10/158565443/how-a-pasta-factory-got-people-to-show-up-for-work>

<http://www.npr.org/blogs/money/2012/09/07/160748725/episode-400-what-two-pasta-factories-tell-us-about-the-italian-economy>

## How A Pasta Factory Got People To Show Up For Work

Copyright ©2012 National Public Radio. For personal, noncommercial use only. See Terms of Use. For other uses, prior permission required.

Heard on NPR Public Radio, All Things Considered

August 10, 2012 - MELISSA BLOCK, HOST:

This is ALL THINGS CONSIDERED from NPR News, I'm Melissa Block. This week, our Planet Money team has been reporting from **the borders that divide Europe**, and today we visit **an unofficial dividing line between northern and southern Italy**.

To many, the two might as well be different countries. **The north of Italy has more industry and produces more goods; the south has higher unemployment and more corruption. Even within a single company, economists have found that employees in southern Italy don't work as hard as their northern colleagues.**

Well, our Planet Money team introduces us now to a pasta company that refused to accept this great divide and did something about it.

ROBERT SMITH, BYLINE: I'm Robert Smith in northern Italy, and I'm getting off the train in the town of Parma. Now, Parma's known for its amazing food: Parmesan cheese, Parma ham, better known as prosciutto. But I'm here for a certain kind of pasta. It's here, close to the wheat fields, that the Barilla family built the largest pasta factory in the world.

(SOUNDBITE OF MACHINERY)

SMITH: The building is huge. It's the size of something like 100 soccer fields. Inside, it looks like a nuclear power plant - all buttons and pipes, guys in white lab coats. The plant manager shows me around.

UNIDENTIFIED MAN 1: In this moment, we are packaging the Spaghetti Number 5.

SMITH: Those familiar blue spaghetti boxes with bionic conveyor belts. Now, pasta is a cheap product. The way a company makes money is by making a lot of it quickly. **One worker can run a machine that makes more than five tons of pasta an hour. So it's really important that he shows up to work.**

UNIDENTIFIED MAN 1: The man is absolutely very, very important.

SMITH: Each man is so important, in fact, that **if even a couple of them don't show up for work, it can shut down the entire plant, which is what happened at another Barilla pasta factory down south in the heel of Italy, 400 miles south of here.**

ZOE CHACE, BYLINE: I'm Zoe Chace, just outside the Barilla plant in Foggia, in the south of Italy, **and it's a beautiful day. The sun is shining, the wind is blowing. Who would want to work on a day like today?** And it turns out that's exactly the problem the Barilla plant in Foggia was having, **a lot of people weren't showing up for work.**

SMITH: And believe me, they noticed up here at the plant headquarters in Parma. **The plant in Foggia had a very high absentee rate, 10, 11 percent.** The Foggia plant was not producing their allotment of pasta.

CHACE: Nicola Calandrea is the plant manager down here, and he remembers people calling in sick constantly, usually on a Monday.

NICOLA CALANDREA: Or during football matches or around important holidays.

CHACE: Remember, one guy runs an entire factory line of capellini, and if that guy was out watching soccer...

CALANDREA: We had to stop.

SMITH: **It costs a lot of money to run a pasta plant that's not making pasta. So the headquarters up north sent one of the big bosses, Carlo Carteri(ph), down south with a message.**

CARLO CARTERI: **OK, guy, if you don't want to work, there is no problem. I take this line in a place where people want work more than you. Or we change our approach all together, or this place probably in the future will disappear.**

CHACE: So, Calandrea the plant manager down south, he heard this and he had to act. **To save the factory, he had to change the entire culture.**

---

(3:25)

SMITH: Calandrea is a southern Italian. He's a trained scientist. **To him it doesn't make any sense that just being in the south would make you more of a slacker. He looked at the problem scientifically.**

CHACE: He started out by meeting with the worst offenders, people who were sick...

CALANDREA: One day, two days every week.

SMITH: **And Calandrea had a theory: People were calling in sick because they figured they could get away with it, that nobody noticed.** So step number one, make the workers understand, hey, we see you, we notice.

CHACE: **Calandrea met with each worker, said hi, I noticed you've been out sick a lot. When workers responded with notes from their doctor, Calandrea sent his own doctor to the workers' houses to check up on them.**

CALANDREA: It was a big surprise to hear a knock at the door and it's the doctor.

CHACE: **And then he took this masterstroke: He crafted a letter that said simply, here are the people who are absent most often, here are the doctors who are signing these notes. Then he sent that letter to the actual doctors and the professional organizations that they belong to.**

CALANDREA: We wanted only to inform, to give the information to interrupt the problem.

SMITH: Calandrea took one other big step. **He let everyone in the plant know what he himself knew, that absenteeism was a huge problem, worse in the south than in the north, and it was threatening the very survival of the factory.**

CHACE: Michael Bineze is a worker at the plant. He makes bow-tie pasta. He says he was never one to call in sick, but **all of a sudden even the workers with perfect attendance were freaked out.**

MICHAEL BINEZE: (Through translation) We look at each other, and we know that we have to put some pressure on that other person, like to say, oh, you should come to work.

SMITH: Beneze remembers the moment he realized that the culture was shifting. **It was an episode with another worker, Marco Tutti(ph).**

BINEZE: (Through translation) He asked for a holiday, but the supervisor refused him because they needed him to work. So he said, at that point he called in sick.

CHACE: With a doctor's note, of course, but Marco Tutti was not sick. **Marco Tutti was playing soccer for a big local soccer team.**

**BINEZE: (Through translation) What was not good for him was that he went to play, but he also scored a goal.**

(LAUGHTER)

CHACE: Tutti's achievement was written about in the newspaper, **and his fellow workers, instead of protecting him, they brought the paper to Calandrea, the plant manager.**

SMITH: They ratted him out.

CALANDREA: Yes, because the sensitivity of people was increasing. **They knew that the behavior of one of us could compromise the life of everyone.**

SMITH: And so Calandrea fired Marco Tutti, and he gets very serious when he talks about this because it's the only person he had to let go during this whole process. **It's very rare in Italy to be fired.**

CHACE: It really sent the message home, though, and right after that, no surprise, the numbers started to improve here in Foggia. **The absentee rate has dropped all the way from 10 percent to less than four percent. It's a huge difference in just a couple years.**

CALANDREA: Yes, good, but I think that we can improve it.

SMITH: It's going to be tough for the absentee numbers to get much lower. In fact, the plant in Foggia is already doing better than the plant up here in Parma, Italy. I'm Robert Smith, and down south...

CHACE: Zoe Chace, NPR News.

<http://www.economist.com/node/21562960>

## Muslim rage

Why they won't calm down

### Mischief, not madness, often underlies Muslim anger

The Economist Sep 15th 2012 | from the print edition



Denmark must burn in hell

TO OUTSIDE eyes it is as bizarre as it is repellent. A single event, book, cartoon, film or teddy bear, which represents nothing but its originator, who may not even be American, sparks lethal outbursts of mass protest. What, to prejudiced Westerners, could better exemplify Muslim backwardness and depravity?

The latest bloody furore was provoked by the belated release on the web of an amateurish film, probably made by a Coptic Egyptian resident in America, attacking the Prophet Muhammad as a fraud, brute and pervert. Yet the film had been available (with stunning lack of success) for months, though dubbed in Arabic more recently. Undoubtedly offensive, it could count as an incitement to religious hatred—illegal in some countries, though not in America. But it is no worse than plenty of other material only a mouse-click away.

So why the ire? In a hallmark essay in 1990 called “The Roots of Muslim Rage”, Bernard Lewis, an Anglo-American commentator on Islam, blamed a mentality twisted by history. He cited the obligation of holy war, dating from the faith’s turbulent birth and shaped by centuries of setbacks ranging from the retreat from Europe to Western imperialism, and even the challenge to Muslim male authority from rebellious children and emancipated women. The result was an inferiority complex, in which humiliation was compounded by Western ignorance.

There is also a less apocalyptic explanation. Muslims’ resentment at slights to their religion is readily aroused by reports of desecration of the Koran or books, films and pictures that include a blasphemous (ie, any) depiction of the Prophet Muhammad or of God. Yet outbursts of rage can also be stirred by political grandstanding and mischievous politicians preying on an ill-informed and aggrieved populace.

It is certainly odd, for example, that the latest film suddenly began attracting attention in the run-up to September 11th, an anniversary almost as politically charged in the Muslim world as it is in the West. It was energetically publicised (albeit in caustic terms) by two Salafist (hardline Islamist) television channels.

Most outbursts of Muslim rage bring political dividends to someone. The Ayatollah Khomeini, for example, reaped the benefits of his *fatwa* demanding the death sentence on Salman Rushdie for his book “The Satanic



Verses”, published in 1988. Pakistani politicians gain from whipping up sentiment against Christians—and against politicians seen as soft on them.

The furore over the cartoons of the Prophet Muhammad published in a Danish paper, *Jyllands-Posten*, was also curious. It held a cartoon competition (about supposed Muslim intolerance) in September 2005. Protests erupted four months later, sparked by a dossier that included pictures the paper had never published. The row, which cost at least 100 lives, was a boon for those with mischief-making agendas.

Ignorance of the way the West works in many Muslim countries makes rabble-rousing easy. Protesters at the American embassy in Cairo on September 11th erroneously believed the offensive film to have been shown on “American state television”: in a place with a weak tradition of independent broadcasting, that claim is not as absurd as it might be elsewhere.

The casualties of such outbursts are not only innocent lives and lost livelihoods. The truth suffers too. A reluctance among many Muslims to accept that America could be a blundering victim of atrocities rather than a wily perpetrator meant that the 9/11 terrorist attacks on the Twin Towers were widely reported from the outset as an inside job, facilitated by Israel’s intelligence service, to stoke up Western hatred of Islam. Three-quarters of Egyptians now believe that conspiracy theory. It is a headache for their new president, Muhammad Morsi, as he plans to visit New York for the United Nations General Assembly (see next article). For many Americans, only an explicit disavowal of his past support for such theories would signal that he is a decent man worth dealing with.

## Muslim rage

### Selected incidents

1979	Protesters burned down America’s embassy in Pakistan after Iran’s leader, Ayatollah Khomeini, reported that America was involved in an attack on the Great Mosque in Mecca. In fact the attack had been carried out by Saudi Islamist dissidents
From 1988	“The Satanic Verses”, a novel by Salman Rushdie, led to riots, burning of bookshops, and killings around the world. Khomeini issued a <i>fatwa</i> calling for his death. In 1991 Mr Rushdie’s Japanese translator was stabbed to death
2002	“Miss World” contest moved from Abuja, Nigeria’s capital, to London, after riots erupted in which more than 100 people died
2004	Theo van Gogh, a Dutch filmmaker, shot dead in response to his film “Submission”, in which a Muslim woman is abused
2005	A <i>Newsweek</i> report that interrogators at Guantánamo Bay prison had flushed a Koran down the toilet prompted riots and deaths around the Muslim world. <i>Newsweek</i> later retracted the report
2005-06	A series of cartoons of the Prophet Muhammad published in Denmark spurred riots around the world, costing at least 100 lives. At least six people were killed in 2008 in a suicide-bombing at the Danish embassy in Pakistan
2007	Thousands protested in Sudan where Gillian Gibbons, a British primary-school teacher, allowed her pupils to choose the name Muhammad for their class teddy bear
2011	At least eight foreign UN workers were killed in Afghanistan during a protest against the burning of a Koran in a church in America
2012	At least 30 people died in protests in Afghanistan after Korans were burnt at an American base near Kabul. America said the burning was unintentional In Libya protesters enraged by an amateur film produced in America that insulted the Prophet Muhammad burned down the American consulate, killing the ambassador and three of his colleagues. Egyptian rioters, protesting against the same film, stormed the American embassy in Cairo, and hoisted an Islamic flag. Demonstrators also broke into the grounds of the American embassy in Yemen

Source: *The Economist*

## European Bank Overhaul Meets Opposition From Finance Ministers

By [JAMES KANTER](#)

NICOSIA, Cyprus — A plan by the [European Union](#) to overhaul bank supervision and help troubled lenders directly ran into a wall of opposition on Saturday as finance ministers from major nations like Germany, Poland and Sweden raised objections.

The stalemate was a reminder that pushing 27 member states to cooperate remains a challenge, even when they have already pledged reforms aimed at ending their three-year debt crisis. The scale of the opposition could be a blow to Spain, which is in most immediate need of the banking aid that the program could provide.

The proposals, drafted over the summer by the European Commission and formally introduced last Wednesday, would give the [European Central Bank](#) the task of regulating all 6,000 banks in [the euro](#) area by Jan. 1, 2014. Ministers and European Union officials said negotiations on the proposals would continue in the coming months.

The proposals would also give the central bank powers to take away banking licenses, to require lenders to increase their capital and to levy fines on lenders that break the rules.

During the two-day meeting here, France, Italy and Spain strongly supported phasing in the plan on Jan. 1, 2013, as the commission recommended.

But Wolfgang Schäuble, the German finance minister, said at a news conference on Saturday that meeting that deadline “will not be possible.”

German officials have warned that the proposals as currently drafted would strain the central bank’s resources and could create regulatory black holes.

Earlier on Saturday, Mr. Schäuble criticized the plan for creating expectations that such a big change in regulation could be implemented so rapidly, according to two European Union officials who spoke on the condition of anonymity because the discussion among ministers was private.

Michel Barnier, the European commissioner for financial services who drafted the plan, said at a separate news conference on Saturday that it was both “possible” and “necessary” to implement the plan by the start of next year.

Any delays might be felt most directly in Spain, which is already reeling from a wave of street protests this weekend against belt-tightening reforms.

The government in Madrid needs the banking rules in place before it can apply to recapitalize its banks directly from a new European [bailout fund](#) to avoid piling on more debt, which would increase its borrowing costs still further.

“We need to stick to the timetable,” Spain’s economy minister, Luis de Guindos, told reporters on Saturday.

The finance ministers were at loggerheads a day after top officials from the central bank and the International Monetary Fund warned European governments not to squander the current period of relative calm in markets by backsliding on promised reforms.

Yet some ministers believe that a pledge by the central bank this month [to buy short-term debt](#) of vulnerable countries gave countries like Spain the relief they needed because borrowing costs had already fallen to more manageable levels.

The Polish finance minister, Jacek Rostowski, said in an interview on Saturday that the European Union could now take more time to modify the banking proposals to preserve the interests of countries like Poland outside the euro area.

“We should be grateful to Mario Draghi not only for taking the catastrophic risk off the table, but also giving us the time to get the banking union right,” Mr. Rostowski said, referring the president of the central bank.

## Attack by Fringe Group Highlights the Problem of Libya's Militias

By [DAVID D. KIRKPATRICK](#), [SULIMAN ALI ZWAY](#) and [KAREEM FAHIM](#)

CAIRO — Ansar al-Sharia, the brigade of rebel fighters that witnesses say led the attack on the United States diplomatic mission in Benghazi, holds that democracy is incompatible with Islam. It has paraded the streets with weapons calling for an Islamic state, and a few months ago its leader boasted publicly that its fighters could flatten a foreign consulate.

But if the group's ideology may put it on the fringe of Libyan society, its day-to-day presence in society does not. It is just one of many autonomous battalions of heavily armed men formed during and after the uprising against Col. Muammar el-Qaddafi who have filled the void in public security left by his fall, resisting calls to disarm by saying that the weak transitional government is not up to the job.

Ansar al-Sharia's fighters have given conflicting stories about their role in the attack. Said to number fewer than 200, they can usually be found at Al Jala Hospital in Benghazi, where they act as its guards and protectors. And when instead they turned their guns on the United States mission, American security officers and the Libyan authorities did not call for help from any formal military or police force — there is none to speak of — but turned to the leader of another autonomous militia with its own Islamist ties.

“We had to coordinate everything,” said that militia leader, Fawzi Bukatef, recalling the first phone call about the attack that he received from the mission's security team. The Libyan government, he said, “was absent.”

The organization and firepower used in the assault, which killed Ambassador [J. Christopher Stevens](#) and three other Americans, has raised alarm in Washington about the possibility of links to Al Qaeda and a premeditated conspiracy that found a pretext in anger over an American-made video mocking the Prophet Muhammad. But to Libyans, the battle for the mission has underscored how easy it is for a spark like the earlier protest in Cairo to set off such an attack in post-Qaddafi Libya, when major cities are still controlled by a patchwork of independent militias and all keep their weapons at the ready.

The battle over the mission has also become the latest skirmish in a larger struggle unfolding across the region between hard-line and moderate Islamists seeking to determine the fate of the Arab Spring.

The leaders of Libya's interim government say they hope public dismay at the attack on the mission will be the catalyst they need to finally disarm and control the militias. Mr. Stevens, the United States ambassador, was a widely admired figure for his support during the revolt against Colonel Qaddafi, and in the days after the attack far larger crowds than the one that attacked the mission turned out in both Tripoli and Benghazi to demonstrate their sadness at his death and their support for the United States.

But since the militiamen, who still call themselves “revolutionaries,” remain the power on the streets, there is an open question who will disarm or control them. “The government is required to do so,” said Mr. Bukatef, leader of eastern Libya's most potent armed force, the February 17 Brigade. “But the government can't do it without the revolutionaries,” he said, noting that many brigades continued to operate independently even though they now nominally report to the defense minister. “It takes a delicate approach.”

Ansar al-Sharia declined to be interviewed for this article. The brigade in Benghazi, whose name means Supporter of Islamic Law, came together during the fight against Colonel Qaddafi.

Mr. Bukatef said that its numbers had seemed to range from 50 to about 200. He claimed that some of its members were responsible for the assassination during the uprising of the rebel commander Abdul Fattah Younes, in revenge for his previous role as a minister in the Qaddafi government who led a crackdown on Islamists. The transitional government, Mr. Bukatef said, was too weak to confront such a brigade, and so no one has been charged with the crime.

Many more-secular politicians in Libya are suspicious of Mr. Bukatef and his brigade because of their own Islamist reputation. He has been a member of Libya's branch of the Muslim Brotherhood, and one of his group's commanders reporting to him is Ismail al-Salabi, who leads a group of Islamist fighters and is the brother of Libya's most prominent Islamist thinker, Ali al-Salabi. But unlike Ansar al-Sharia, both Mr. Bukatef and the Salabi brothers have emphasized their conviction that Islam requires a democratic, constitutional government.

Ansar al-Sharia, Mr. Bukatef said, was excluded from meetings of a larger eastern Libyan militia alliance that he oversees. "Some of their members were with us at the beginning," he said, but "we do not believe people who do not believe in the government are entitled to be with us."

Mr. Bukatef dismissed suggestions by some in the West that Ansar al-Sharia might have ties to Al Qaeda or other international militants. "They're Libyans. They're extremists. They are outlaws," he said, noting that some had served time in Colonel Qaddafi's jails — a radicalizing experience for many Libyan Islamists.

Witnesses at the scene of the assault on the mission said they saw pickup trucks labeled with the group's logo, which is well known in Benghazi. Fighters attacking the embassy acknowledged then that they belonged to Ansar al-Sharia, although they said there were other unarmed protesters joining them.

But amid the backlash against the attack — and the news that the beloved United States ambassador was killed — the group's leaders have tried to distance themselves from the assault, often in muddled or contradictory ways. On the morning after the attack, a spokesman for the group made a statement to local television from the hospital saluting the assault, approvingly recalling a similar mob attack on the Italian consulate in Benghazi six years ago after an Italian minister wore a T-shirt mocking the Prophet Muhammad.

But the spokesman, Hani al-Mansouri, denied that the Ansar al-Sharia brigade had participated as "an independent entity following orders." He said, "It was doing its work in Jala hospital and other places where it has assigned roles." And at a news conference on Thursday night, amid growing threats of retaliation against the perpetrators of the attack, Mr. Mansouri denied that any of the group's fighters had participated, pleading with the news media to accept his denial.

Ansar al-Sharia has never been shy about its beliefs. In June the group led a parade of pickup trucks loaded with weapons through the streets of Benghazi to call for an Islamic government. Local residents were so annoyed by the display that they stopped cars to shout at them, blasted Western rap music forbidden (along with all music) by ultraconservative Islamists, and pelted them with rocks.

Later, after several minor or unsuccessful attacks on Western diplomatic offices and convoys, including a bomb blast in June outside the United States mission, a commander of the group said his brigade would have been more ruthless if it had tried such things. While he disapproved of those attacks, including the June attack, the commander, Mohammed Ali al-Zahawi, told The Washington Post, "If it had been our attack on the U.S. Consulate, we would have flattened it."

Members of the group have often refused to talk to Western journalists, or, in at least one case, refused to speak with a female journalist. They gave the BBC a statement of their philosophy on paper bearing the symbols of the Koran and a Kalashnikov. "Democracy is a human condition where laws are made by people," it said. "Only God has the authority to make law and that is why Islam and [Sharia](#) are incompatible with democracy."

The Libyan guards who were outside the United States mission during the assault said the attackers, whoever they were, made their militant ideology clear, charging that any Muslim who defended Americans had effectively disavowed the faith.

"You are an unbeliever! You are shooting at us with the Americans," the attackers shouted at one wounded Libyan guard, as he later recalled from his hospital bed, with two bullet wounds in his right leg and shrapnel from a grenade in his left. (He spoke anonymously for his safety.) "I am just the gardener," the guard said he eventually lied to a second wave of fighters, who carried him to the hospital.

## 3 % de déficit oui, mais pourquoi en 2013 ?

LE MONDE | 11.09.2012 à 15h45 • Mis à jour le 11.09.2012 à 18h07

Par Editorial



En annonçant un matraquage fiscal exceptionnel pour [tenir](#) les engagements européens de la France en matière budgétaire, [François Hollande](#) a suscité un beau débat. Patriotisme et fiscalité, finances publiques et croissance - autant de sujets de dissertation pour diplôme de fin d'année de Science Po.

Les discussions enflammées qui ont suivi l'intervention du président sur TF1 dimanche 9 septembre sont intéressantes. De même que celles, plus exotiques, provoquées par l'attirance soudaine pour le [climat](#) belge de tel ou tel capitaine d'[industrie](#). Elles ont un défaut : elles sont, largement, à côté de la plaque.

M. Hollande est fidèle à ses promesses de campagne et à la parole de Paris à l'égard de ses partenaires de la zone euro. Il entend [tenir](#) cet engagement : [ramener](#) le déficit budgétaire à 3 % du produit intérieur brut en 2013. Pour ce [faire](#), il a annoncé 10 milliards d'économies dans les dépenses de l'Etat et 20 milliards d'[impôts](#) supplémentaires.

On peut [contester](#) cette répartition de l'effort. On peut [regretter](#) que l'emballage, quoi qu'en dise le président, laisse ce pénible sentiment d'une gauche qui n'aime pas, ou pas assez, les [entreprises](#) et les entrepreneurs.

Mais M. Hollande ne manque pas de bons arguments pour s'[accrocher](#) à ce cap des 3 %. Il rassure les marchés, qui souscrivent d'autant plus volontiers aux emprunts de l'Etat français. Paris a rarement "vendu" sa dette à d'aussi bonnes conditions qu'aujourd'hui - ce qui contribue, jour après jour, au rétablissement de ses finances. En s'en tenant à ces 3 %, une des règles de bon fonctionnement de l'euro, la France renforce la crédibilité de la monnaie unique à un moment où elle en a bien besoin. L'Etat s'efforce enfin de [sortir](#) d'un cycle d'endettement lourd - largement provoqué par la détérioration de sa balance commerciale -, qui est à lui seul un facteur de ralentissement de la croissance.

Le dossier est solide. Nul doute que les marchés pénaliseraient la France si elle changeait de cap. Mais M. Hollande - le chantre de la croissance - s'est arrêté en chemin. Il eût fallu une deuxième partie à l'exposé, comme on l'apprend à Science Po. Il eût fallu [adresser](#) cette question à nos partenaires de la zone euro : pourquoi 3 % en 2013, précisément ?

Le vrai débat porte moins sur cette affaire française - la répartition de l'effort budgétaire - que sur le *timing* que se sont fixé les Européens. En période d'activité basse, l'austérité budgétaire risque de [plomber](#) un peu plus la croissance - donc la recette fiscale, donc la dette. D'où l'idée, avancée par nombre d'économistes, et qui figure dans le futur traité budgétaire européen, d'[ajuster](#) les objectifs de déficit aux aléas de la conjoncture. C'est la notion de déficit "structurel". Un déficit corrigé, sous le contrôle de la Commission, en fonction de l'état de la croissance. **Ce qui est gravé dans le marbre, c'est le retour à l'équilibre ; la variable, la date butoir.**

Reine du déficit, la France n'est pas la mieux placée pour défendre le "déficit structurel". Mais la cause méritait que M. Hollande prît ce risque.

# Sortons des palinodies sur le cumul des mandats

LE MONDE | 14.09.2012 à 14h23 • Mis à jour le 14.09.2012 à 15h48

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/09/14/sortons-des-palinodies-sur-le-cumul-des-mandats\\_1760420\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/09/14/sortons-des-palinodies-sur-le-cumul-des-mandats_1760420_3232.html)



**La grande majorité des parlementaires français déteste le mot - et ses relents poujadistes -, mais assument la chose : ils sont "cumulards". Les trois quarts des 577 députés élus en juin exercent, en plus de leur mandat national, un, deux, voire trois autres mandats, municipal, départemental ou régional. Et les sénateurs ne sont pas en reste.**

Inconcevable dans les autres démocraties européennes, cette exception française s'est généralisée dans les années 1970-1980. Symptôme cruel de l'affaiblissement du rôle du Parlement, elle n'a fait que l'accentuer : pour bon nombre d'élus, le vrai pouvoir est local et le mandat parlementaire, quasiment honorifique, est destiné à consolider un fief électoral.

Les Français le déplorent et beaucoup d'élus l'admettent. Mais, quand il s'agit de mettre un terme au cumul des mandats, ou au moins de le limiter effectivement, c'est une autre affaire.

En 1999, déjà, le Sénat avait sérieusement rogné les ambitions réformatrices du gouvernement Jospin en la matière. En 2007, la commission Balladur sur la réforme des institutions avait proposé de proscrire le cumul d'un mandat parlementaire et d'un mandat exécutif local (maire, président de conseil général ou régional, etc.), mais Nicolas Sarkozy n'avait pas retenu cette proposition.

Depuis trois ans, le Parti socialiste a fait du non-cumul un engagement formel, vigoureusement défendu par Martine Aubry, alors première secrétaire, et largement approuvé par ses adhérents. Sans enthousiasme, François Hollande a promis "*une loi sur le non-cumul*". Mieux, tous les députés socialistes se sont engagés par écrit à abandonner, ce mois-ci, leurs mandats exécutifs locaux.

Or bien peu semblent prêts à s'exécuter. Pour des raisons d'opportunité, d'abord. Comme l'a souligné le président du groupe socialiste au Sénat, François Rebsamen, il serait absurde, deux ans avant les élections locales, de procéder à un "*désarmement unilatéral*", c'est-à-dire d'appliquer cette règle avant que la loi promise ne l'impose également aux parlementaires de droite.

Pour des raisons de fond, ensuite, beaucoup plus contestables. L'on connaît les plaidoyers de bon nombre de parlementaires sur la nécessité de leur enracinement local et la connaissance du "terrain" qu'il favorise. Rien n'indique pourtant que les parlementaires allemands, britanniques ou italiens soient ignorants des réalités de leur pays...

Tout démontre, en revanche, que le cumul des mandats est un poison pour la démocratie française : il est un puissant motif d'absentéisme parlementaire et, plus encore, un évident facteur de sclérose du corps législatif, dont il entrave le rajeunissement, la féminisation et la représentativité.

Une loi est donc promise. Elle est nécessaire et justifiée. Elle est urgente, pour clarifier les règles du jeu démocratique et mettre un terme aux palinodies et controverses. Elle aura cependant le plus grand mal à être adoptée, compte tenu des réticences, sur tous les bancs, à l'Assemblée et plus encore au Sénat. En son temps, de Gaulle eût fait trancher l'affaire par les Français.